Illinois U Library

France ILLUSTRATION

N° 100 — 30 AOUT 1947 — 40 FRANCS

Phot. *France-Illustration* (H. Parnotte)

LE TROISIÈME ANNIVERSAIRE DE LA LIBÉRATION DE PARIS

Des cérémonies à la mémoire des victimes de la résistance ont marqué le troisième anniversaire de la libération de Paris. Au mont Valérien, sur les lieux mêmes où furent fusillés par les Allemands de si nombreux patriotes, un hommage solennel leur a été rendu par les Associations de résistance de la capitale. Sur notre photographie on voit, à droite, la « butte des fusillés » recouverte, des fleurs et des couronnes apportées par les survivants et les familles des victimes.

TÉLÉPHONES
Administration : TRUdaine 82-54
Rédaction : TRUdaine 78-47

France ILLUSTRATION

REVUE HEBDOMADAIRE - 13, rue Saint-Georges, Paris-9e

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE :
ÉDIFRANCILUS
Chèques postaux : PARIS 4670-19

TARIF DES 4 CATÉGORIES D'ABONNEMENT

L'abonnement n° 1 donne droit aux 49 numéros d'actualités.

L'abonnement n° 2 est formé des 49 numéros d'actualités et de la collection de « France-Illustration littéraire et théâtrale »

L'abonnement n° 3 se compose des 52 numéros annuels, dont les 3 numéros spéciaux.

L'abonnement n° 4 comprend les 52 numéros annuels, dont les 3 numéros spéciaux, et la collection complète de « France-Illustration littéraire et théâtrale ».

FRANCE ET COLONIES FRANÇAISES :

	ABONNEMENT N° 1	ABONNEMENT N° 2	ABONNEMENT N° 3	ABONNEMENT N° 4
Un an . . .	1.800	2.160	2.200	2.560
6 mois . . .	900	1.080	1.100	1.280

ÉTRANGER :

	ABONNEMENT N° 1	ABONNEMENT N° 2	ABONNEMENT N° 3	ABONNEMENT N° 4
Un an . . .	2.600	3.060	3.000	3.460
6 mois . . .	1.300	1.530	1.500	1.730

FRANCE-ILLUSTRATION LITTÉRAIRE ET THÉATRALE
(réservée exclusivement à nos abonnés) paraissant le 15 de chaque mois

France et Colonies . . . Un an **360 fr.**
Étranger . . . . . Un an **460 fr.**

Les abonnements partent obligatoirement du 1er de chaque mois. — Les abonnements seront servis dans les limites de la disponibilité du tirage.

Les demandes de changement d'adresse doivent être accompagnées de la dernière bande et de **10** fr. en timbres-poste.

Droits de reproduction pour le texte et les illustrations réservés pour tous pays. — Les manuscrits, insérés ou non, ne sont jamais rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

TABLE DES MATIÈRES, 4e trimestre 1945 : **4 fr.** ; 1er semestre 1946 : **8 fr.** ; 2e semestre 1946 : **8 fr.** — Frais d'envoi : **3 fr. 50** par fascicule.

LE **PROCHAIN** NUMÉRO DE

France ILLUSTRATION
LITTÉRAIRE ET THÉATRALE

A POMONE BLESSÉE
Chronique de Louis CHÉRONNET

63° 30' OUEST
Nouvelle inédite de Maurice GENEVOIX
de l'Académie française

MONSIEUR PROVIDENCE
Pièce en 2 actes et un prologue d'Albert HUSSON
Premier prix 1947 de la Société des Auteurs

PARAITRA LE **15 SEPTEMBRE**

France ILLUSTRATION

TROISIÈME ANNÉE • NUMÉRO 100 • 30 AOUT 1947

GEORGES OUDARD
DIRECTEUR GÉNÉRAL

DEUX NOUVEAUX DOMINIONS VIENNENT DE NAITRE

Depuis le 15 août l'empire des Indes a été transformé en deux dominions distincts : l'Inde et le Pakistan. Les diverses cérémonies qui ont eu lieu à cette occasion sont l'objet de notre reportage photographique des pages 210 et 211. On voit ci-dessus, à Londres, M. A. V. Alexander, ministre de la Défense, dans la salle d'honneur d'India House, au cours de la cérémonie officielle, parlant au nom du gouvernement britannique. Derrière lui, M. Vellodi, haut commissaire pour l'Inde. Sur le mur, le portrait du mahatma Gandhi. Phot. A. P.

UNE SEMAINE DU MONDE

Nuremberg. *— Le procès des vingt et un directeurs de l'I. G. Farben, accusés de crimes de guerre sur la personne des travailleurs étrangers et des prisonniers des camps de concentration, vient de s'ouvrir à Nuremberg.*

Potsdam. *— C'est dans un simple camion militaire que le corps de la princesse Hermine, seconde femme de l'ancien Kaiser Guillaume II, fut conduit à sa dernière demeure, dans le caveau du château de Sans-Souci.*

Bordeaux. *— Hydravions et engins fumigènes sont employés dans la lutte contre les criquets qui ravagent le Sud-Ouest.*

Paris. *— La fin du Ramadan a été marquée par un office religieux à la Mosquée, auquel assistait Si Kaddour Ben Ghabrit.*

Espagne. *— Une explosion dans l'arsenal de Cadix a provoqué une catastrophe terrible. Une grande partie de la ville a subi des dégâts considérables et l'on a dénombré plus de cinq cents morts ainsi que des milliers de blessés. Jusqu'à présent, la cause exacte de cette catastrophe est inconnue.*

Etats-Unis. *— Le Département d'Etat américain a annoncé, le 19 août, que les Etats-Unis ont retiré officiellement leur offre de bons offices en vue de la solution du conflit indonésien, cette offre étant considérée désormais comme sans objet, puisque la République indonésienne a fait savoir qu'elle n'y répondrait que sous conditions.*

France. *— Deux accords économiques ont été signés, le 20 août, au Quai d'Orsay, entre la France et la Pologne, en conclusion de négociations entamées depuis le 25 juillet. Ces accords portent à la fois sur des échanges de marchandises (produits chimiques, laine, charbon) entre les deux pays et sur des investissements de capitaux devant permettre à la Pologne l'achat de produits français nécessaires à sa reconstruction.*

Grèce. *— Selon une proclamation radiodiffusée par les partisans grecs, le général Mazos, chef des insurgés, formerait un gouvernement provisoire qui administrerait les territoires dont les troupes rebelles ont réussi à conserver le contrôle.*

Japon. *— M. George Atcheson, conseiller politique du général Mac Arthur, et plusieurs officiers supérieurs américains ont trouvé la mort dans une forteresse volante qui s'est abattue dans le Pacifique, à une centaine de kilomètres à l'ouest des îles Hawaï. Trois survivants seulement ont pu être recueillis par les bâtiments sauveteurs.*

Bayonne. *— Au cours d'un voyage dans le Sud-Ouest de la France, M. Mitterand, ministre des Anciens Combattants, déposa une gerbe au monument aux morts, en présence de délégations d'anciens combattants.*

Cambrai. *— La ville de Cambrai a honoré son plus illustre archevêque : Fénelon. A l'occasion d'une exposition qui y fut organisée, une statue du grand écrivain a été inaugurée devant la chapelle du grand séminaire.*

APRÈS LE CONGRÈS DE LYON

On avait épilogué longtemps avant le dernier congrès socialiste. Pendant quatre jours, Lyon a été la capitale politique de la France. Depuis, on discute sur les conséquences proches et lointaines de ces assises annuelles d'un grand parti.

Il est symptomatique que les commentateurs ne soient d'accord ni sur la genèse des événements ni sur leur portée.

Et, sans doute, la confusion vient-elle d'abord de ce que l'on perd de vue trop aisément le caractère du parti socialiste. L'opinion est habituée à le voir au gouvernement. Elle oublie qu'il est resté longtemps dans l'opposition, que sa doctrine l'attache à une vue de lointain avenir, à cette cité de Karl Marx « où il y aura du pain pour tout le monde et aussi des roses ». Placé au pouvoir par les circonstances, contraint d'y rester par les conditions politiques depuis la libération, il se considère comme chargé d'une gestion temporaire dans un monde dont il n'accepte pas le régime économique. M. Léon Blum lui-même, devant ses amis, parle non pas de gouvernement, mais d' « exercice du pouvoir en régime capitaliste ».

Certes, président du Conseil ou ministre, le socialiste parle et agit comme les autres détenteurs de l'autorité. Mais, quand se tient le grand concile annuel du Congrès ou le petit concile du Conseil national, d'autres mots se glissent dans son vocabulaire, d'autres perspectives entrent dans les solutions qu'il préconise.

C'est ainsi que pour le vrai militant — celui qui écrit parti avec un grand P — le fait qu'il y a plus ou moins de camarades au pouvoir a une moindre importance que le progrès ou le recul des effectifs. Pour le Français moyen, le socialiste devrait se féliciter d'avoir un des siens à la tête du gouvernement, d'autres aux leviers de commande de la vie économique. En réalité, le délégué venu à Lyon était non pas comblé, mais inquiet parce que les effectifs du parti sont en baisse. Le Front populaire avait porté de 120.000 à 220.000 le nombre des cotisants. La libération avait été une période plus favorable encore. Il fallait filtrer les adhésions, trop nombreuses pour être sincères. En fait, le parti a compté, en 1945, 370.000 adhérents. Le reflux a commencé en 1946. Officiellement, les pertes ne sont pas très sensibles, puisque les secrétaires et les trésoriers encaissent encore 325.000 cartes. Mais ces chiffres ne traduisent pas le fait brutal de la désaffection à l'égard du parti. Le courant qui avait amené des néophytes pleins de zèle les a changés en indifférents. La vie des sections est moins intense. Les jeunes sont en dissidence. Et le vieux militant lié à la S. F. I. O. par un sentiment profond et par tant de souvenirs est effrayé par cette perte de substance.

Pour réagir contre ce fléchissement — et aussi échapper à cet adversaire dangereux, polyforme et omniprésent qu'est le communisme, les socialistes ont deux tactiques. L'une, qu'accepte volontiers le militant de base, de formation marxiste, consiste à replacer le parti dans son atmosphère révolutionnaire, à retrouver les perspectives du matérialisme historique : c'est la tendance Guy Mollet, qui est, au fond, hostile à toute participation, qui répugne à faire du socialisme le gérant d'affaires de la société capitaliste. L'autre tactique cherche à élargir les bases de recrutement du parti du côté des classes moyennes et même des éléments spiritualistes. Elle atténue donc la traditionnelle « lutte des classes » et même la philosophie matérialiste. Elle tient le pouvoir comme un instrument d'action efficace qui permet d'avancer vers le socialisme, à la condition de l'exercer dans le sens progressif. Cette tendance, qui ne renie pas l'expression de « socialisme humaniste », est celle de M. Léon Blum et elle englobe à peu près tous les ministres, à l'exception de M. Tanguy-Prigent.

Le congrès de Lyon est un moment de l'explication entre ces deux tendances. Il est aussi la victoire incontestable de l'une d'elles — celle de gauche. Le fait le plus symptomatique est l'élection, au Comité directeur, de vingt partisans de M. Guy Mollet sur trente et un sièges à pourvoir. Le vote sur les motions a donné plus de 2.700 mandats aux deux textes de la tendance gauche, contre 2.002 à celui de la Fédération du Nord. Les pouvoirs du Comité directeur se trouvent renforcés. Ils s'exerceront d'abord sur les ministres du parti.

Pour le reste, tout est confusion. M. Ramadier a bénéficié de flatteuses acclamations. A mains levées, il a obtenu la confiance des militants, mais à mains levées encore cette confiance a été donnée pour accomplir un mandat impératif : le président du Conseil devrait, avant les vacances parlementaires, solliciter les pleins pouvoirs de l'Assemblée nationale et s'en servir aussitôt pour infliger au pays un programme de grande pénitence placé sous le signe du dirigisme.

M. Ramadier se trouvait, en fin de compte, nanti d'une tutelle et d'un mandat. La tutelle était confiée à un comité directeur dont la majorité souhaitait sa démission. Le mandat, pour impératif qu'il fût, était inexécutable. Car la formule de pleins pouvoirs se heurtait à un obstacle juridique de taille. Ou elle ne signifie rien, ou elle veut dire que le gouvernement pourra se substituer au législatif, c'est-à-dire, en un mot comme en cent, prendre des décrets-lois. Or, la constitution, si vigoureusement défendue par le parti socialiste, proscrit et le mot et la chose.

Quant au programme qui assortit le mandat impératif du président du Conseil, beaucoup l'ont qualifié d'héroïque. Un humoriste en a donné une autre définition. « Prenez, a-t-il dit, chaque catégorie de Français ; demandez quelle est la mesure qui peut lui déplaire le plus ; faites un ensemble et vous aurez le programme de Lyon. »

Il faut convenir que la recette proposée par M. Pineau et approuvée par le congrès unanime est inacceptable pour le Rassemblement des gauches et le M. R. P., qui répugnent à toute mesure de contrainte économique et qui, au surplus, ne perdent pas de vue les prochaines élections municipales. Pour les ouvriers, le programme de Lyon écarte toute augmentation générale des salaires. Pour les salariés de l'échelle supérieure, il suggère de les payer partiellement en bons du Trésor bloqués. Aux patrons, il fait défense d'incorporer les augmentations de salaires dans les prix de vente. Les commerçants y trouvent la promesse de contraintes nouvelles ; les paysans, la menace d'une réquisition du blé et l'interdiction de vendre librement leur bétail. Pour couronner le tout, ce programme contient une majoration des impôts directs.

La tribune du Congrès pendant l'exposé de M. Guy Mollet.

Parmi la délégation de l'Aveyron, le président du Conseil, M. Ramadier, écoute les orateurs, tandis que M. André Philip regagne sa place après une intervention à la tribune du congrès sur les pleins pouvoirs à accorder au gouvernement actuel.

A ces mesures, le Congrès a ajouté une complication pour M. Ramadier. Défense lui a été faite de poser la question de confiance sur le projet gouvernemental de statut de l'Algérie. On le plaçait ainsi dans cette alternative : ou aller à l'encontre de son parti ou renier les engagements pris à l'égard du R. D. G. et du M. R. P.

Un peu vite on a conclu, au Palais-Bourbon, que la confiance ainsi donnée amènerait M. Ramadier à une position où il n'y a plus de marge pour manœuvrer. On oubliait que le chef du gouvernement, à défaut de qualités plus étincelantes, a un solide bon sens qui est rarement pris au dépourvu.

Il s'en est sagement tenu à son projet initial pour l'Algérie. Il n'a pas posé la question de confiance. Les parlementaires socialistes ont donc voté contre lui sans dommage pour le gouvernement ni pour la règle du parti. Les modérés ont donné leur voix une fois de plus et ont permis l'opération classique de la « majorité de rechange ».

Devant le programme économique et financier de Lyon, M. Ramadier a pris une attitude aussi simple : « Je ne discute pas mon mandat, disait-il en substance. Mais la Constitution m'interdit de solliciter les pleins pouvoirs. Quant à faire voter les lois qui trahiraient le programme de Lyon, je n'y puis songer. L'Assemblée nationale est maîtresse de son ordre du jour. Or, celui-ci comporte seulement le statut de l'Algérie et les projets pour lesquels l'urgence a été demandée avant le 13 août. »

Cette thèse impeccable a reçu l'approbation tacite de M. Herriot. Elle correspondait trop au désir de tous d'aller en vacances pour ne pas trouver d'autres complicités. Et, d'abord, celle infiniment discrète, du groupe parlementaire socialiste...

ROGER-A. PRIOURET.

TEMPÊTE SUR L'ANGLETERRE

LA nouvelle bataille d'Angleterre ! Le mot est de M. Attlee. Il fut prononcé le 6 août à la Chambre des communes. Et ce n'est pas sans raison que le premier ministre établit une analogie entre les dangers que fit courir à la nation l'assaut allemand de 1940-1941 et ceux auxquels l'expose la crise économique présente.

Il y a sept ans, c'était l'existence politique de la nation qui était en jeu ; aujourd'hui, c'est son existence matérielle. Et ce nouveau danger résulte des immenses sacrifices qu'elle accomplit pour conjurer le premier.

Ayant jeté dans la fournaise une grande partie de ses richesses, emprunté sans compter et subi une forte saignée de main-d'œuvre, elle s'est trouvée, après la victoire, aux prises avec de telles difficultés qu'elle dut prolonger dans la paix le régime de restrictions du temps de guerre et qu'elle n'a pas encore réussi à rétablir son équilibre économique et financier. La crise s'est même révélée, récemment, si aiguë que le Premier ministre crut devoir, le 6 août, en informer les Communes et demander au pays un redoublement d'austérité et de travail.

La gravité de la situation ressort du bilan qu'il dressa devant l'assemblée. Les chiffres ont ici une éloquence brutale. Du prêt américain de 937.500.000 livres négocié en décembre 1945, il ne reste plus qu'une disponibilité de 250 millions de livres auxquels s'ajoutent 150 millions non dépensés sur le prêt canadien de 300 millions et les ultimes réserves d'or de la Grande-Bretagne qui ne dépassent guère 600 millions. Quant au passif, il peut être évalué, pour 1947, à 700 millions de livres.

La menace de faillite est réelle et ses causes sont multiples. Il y a d'abord ce fait que la levée du contrôle des prix aux Etats-Unis a provoqué une ascension vertigineuse des cours, entraînant un accroissement imprévu du coût des importations anglaises. Il y a aussi la clause de l'accord relative à la libre convertibilité de la livre sterling en dollars à partir du 15 juillet 1947, clause dont l'application par de nombreux pays qui avaient une balance commerciale positive en sterling a précipité la disparition du dollar (1). Et il y a encore l'insuffisance de la

(1) Le gouvernement de Londres, d'accord avec celui de Washington, a suspendu l'exécution de cette clause.

production industrielle, fonction de la déficience de l'extraction charbonnière, dont le rendement annuel est inférieur de 60 millions de tonnes à celui d'avant guerre. L'élimination de ce déficit est une condition nécessaire, mais non suffisante du relèvement de la production; car la crise de la main-d'œuvre, qui en est la raison essentielle, se fait sentir aussi dans les industries de l'acier et du textile, ainsi, d'ailleurs, que dans l'agriculture, qui souffre d'une pénurie de quelque cent mille bras.

Tel est le mal que M. Attlee dévoila avec beaucoup de netteté. Il fut moins précis quand il parla des remèdes envisagés. Pour comprimer les dépenses, le premier ministre mentionna la démobilisation, d'ici la fin de l'année, de 133.000 hommes et femmes qui font partie des forces militaires d'outre-mer, l'élévation de ce chiffre à 200.000 au 31 mars 1948 et le licenciement de 34.000 hommes qui n'appartiennent pas à l'armée, mais dont les frais d'entretien grèvent le Trésor.

Il indiqua également comment il entendait alléger les charges financières des importations. Sur la consommation d'essence, les économies résultant d'une réduction de 33 % dans les attributions pour les automobiles privées et de 10 % pour les véhicules commerciaux sont évaluées à 4 millions de livres l; les importations de produits de luxe seront réduites de 5 millions, celles des bois de charpente, de 10 millions ; quant à celles des denrées alimentaires qui ne sont pas d'importance vitale, elles subiront une diminution de 144 millions de livres. Des économies, dont il est pratiquement impossible de fixer le chiffre, seront également réalisées sur les devises accordées pour les voyages à l'extérieur et sur les films étrangers.

Pour ce qui est de l'augmentation des recettes, c'est-à-dire, en définitive, de la production, M. Attlee parla surtout d'objectifs à atteindre : l'extraction hebdomadaire du charbon sera portée à 4 millions de tonnes au cours du prochain semestre ; pour l'acier, dont on prévoit que la production sera cette année de 12.500.000 tonnes, le but, pour 1948, est 14 millions de tonnes ; le rendement de l'agriculture devra être augmenté de 20 %, mais ce résultat n'est prévu au plus tôt qu'avec la récolte de l'année 1951 ; quant aux exportations, il s'agit d'obtenir qu'elles s'élèvent à 140 % du montant de 1938 à la fin du premier semestre 1948 et à 160 % à la fin du deuxième semestre.

Sur les moyens grâce auxquels il compte réaliser ce programme, M. Attlee ne fut pas très explicite. Il se propose d'envoyer aux entreprises des directives leur recommandant de produire, de préférence celles qui répondent aux intérêts de l'économie nationale. Un contrôle sera établi sur la répartition de la main-d'œuvre. Les mineurs continueront à bénéficier de la semaine de cinq jours, mais il leur a été demandé de faire quotidiennement une demi-heure supplémentaire de travail. Une proposition similaire sera faite aux ouvriers des industries d'exportation.

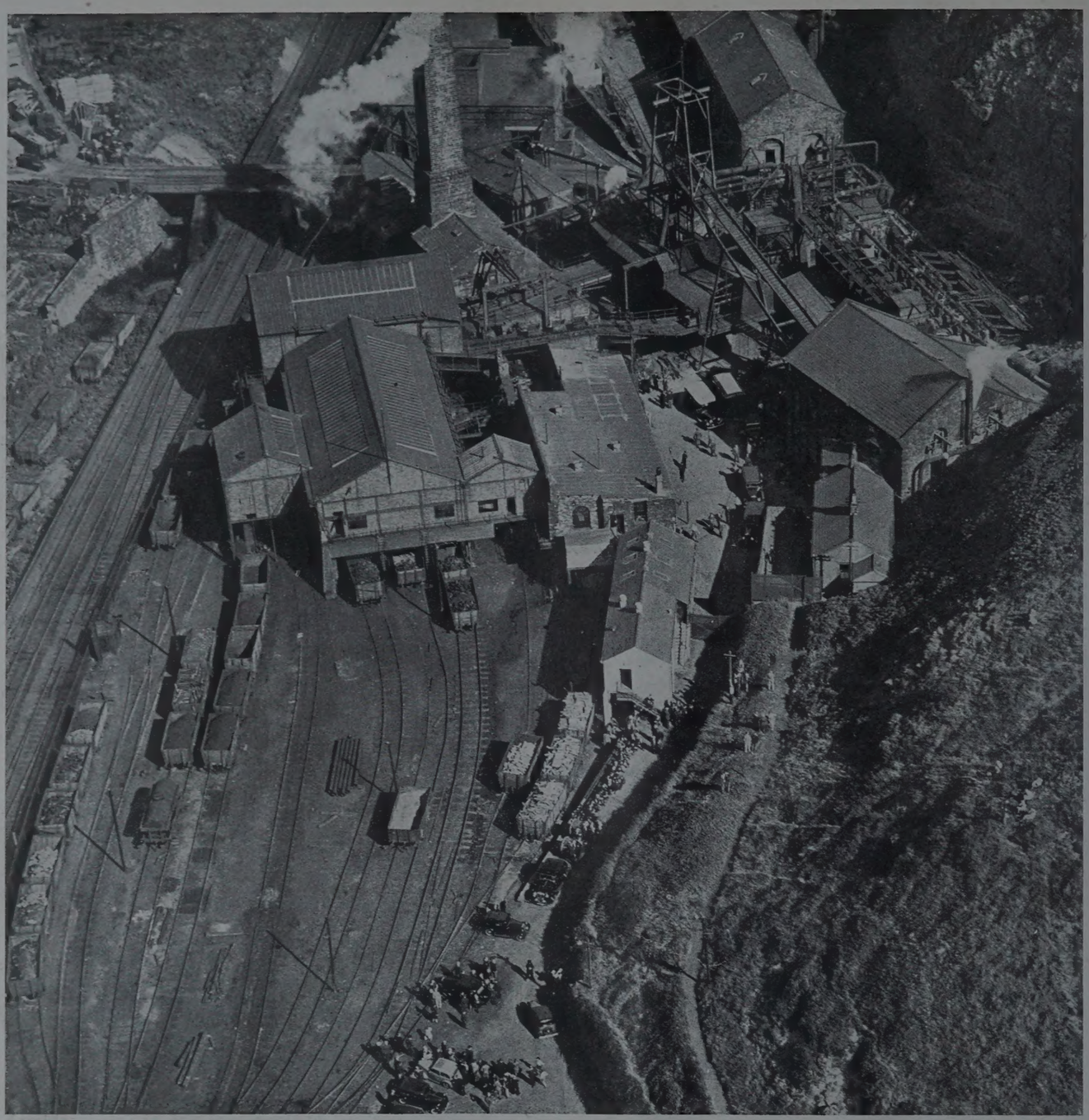
Voilà les dispositions essentielles du plan pour la réalisation duquel la Chambre des communes accorda à M. Attlee les pleins pouvoirs par 178 voix contre 63. La décision ne faisait pas de doute, mais elle fut prise à l'issue d'un débat sans aménité qui prouve, selon le mot du *Times,* que si le parlement s'est ajourné « la crise est demeurée en session ». Il s'agit non seulement de la crise économique, mais de la crise politique qu'elle a engendrée en créant, au passif des dirigeants, la présomption d'imprévoyance et d'incapacité.

Cette crise est réelle. M. Attlee, qui n'a pas le dynamisme d'un Churchill ou même d'un Bevin, et dont le programme manque de hardiesse et de précision, n'a satisfait ni l'opposition ni l'aile gauche travailliste. Et le leader conservateur a donné à son parti un redoutable thème de propagande en dénonçant les pleins pouvoirs comme « une négation de la liberté et de la manière de vivre britanniques ». Il a été question d'une dissolution possible du parlement et aussi de la formation d'un cabinet d'union nationale. Pour le moment, ces deux éventualités sont écartées. Le Labour Party, maître de la situation avec son imposante majorité, juge la première inutile et la seconde dangereuse. Mais il n'est pas exclu que l'aggravation de la crise, si elle se produisait, même momentanément, du fait de l'épuisement des dollars et des difficultés rencontrées par les délégués anglais aux entretiens de Washington sur la revision de l'accord financier, n'entraîne un remaniement ministériel.

En fait, l'avenir du cabinet dépend, en grande partie, de l'évolution de la crise économique, et, à cet égard, l'attitude du gouvernement américain peut avoir, dans l'immédiat, un rôle déterminant. Il n'est certainement pas conforme à l'intérêt des Etats-Unis que la crise s'aggrave et contraigne l'Angleterre à un repli militaire accentué qui modifierait sensiblement le rapport des forces sur le continent à l'avantage du bloc oriental. On peut donc présumer que les dirigeants de Washington aideront ceux de Londres à gagner la bataille du dollar, moyennant quoi le peuple anglais, retrouvant son courage et sa foi, gagnera, nous en sommes persuadés, la nouvelle bataille d'Angleterre.

JEAN MASSIP.

Devant le 10, Downing Street, curieux et photographes guettent la sortie du premier ministre, M. Attlee (ci-contre). *Au cours d'un meeting, à Blenheim, M. Churchill, leader du parti conservateur* (ci-dessous), *critique les décisions prises la veille par le gouvernement.*



Lord Hyndley, directeur du Comité national du charbon, s'entretient avec des sauveteurs.

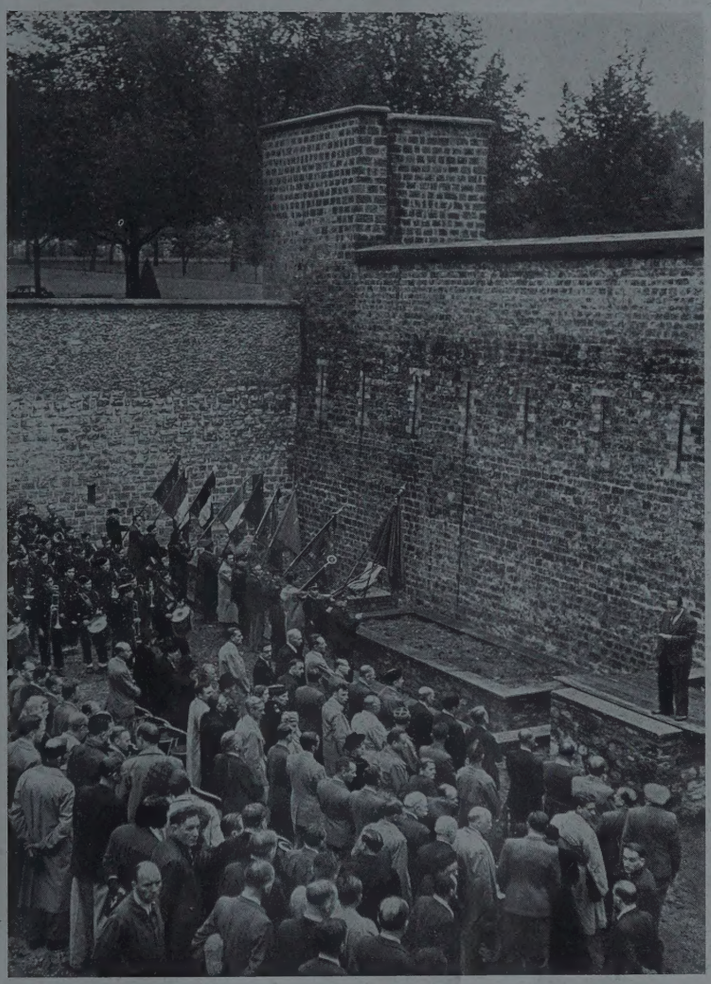
LA CATASTROPHE DE WHITEHAVEN

Un accident d'une extrême gravité vient de se produire dans l'une des plus anciennes mines sous-marines de la Grande-Bretagne. C'est au puits William, près de Whitehaven, dans le comté de Cumberland, sur les côtes de la mer d'Islande, que la catastrophe s'est produite, provoquée par une explosion. Sur les cent vingt et un hommes qui travaillaient dans ce puits, dix seulement, qui se trouvaient un peu en retrait et qui ont été projetés hors de la zone de l'explosion, ont pu être ramenés sains et saufs à la surface du sol. Dès que la nouvelle de la catastrophe fut connue, les volontaires se présentèrent en masse. Les autorités constituèrent aussitôt cinq équipes de cinq hommes chacune, chargées de se relayer, car les hommes ne pouvaient rester sous terre plus de deux heures.

Les équipes de secours, qui avaient près de 5 kilomètres à parcourir à près de 500 mètres de profondeur pour parvenir à l'endroit où l'explosion s'était produite, ont rencontré de sérieuses difficultés, en raison des couches de gaz et des éboulements qui obstruaient certaines galeries. Et cependant elles avaient été dotées d'un équipement perfectionné, comprenant des perceuses pneumatiques et même des appareils sous-marins pour le cas où la mine aurait été inondée. Aussi, quand après plus de douze heures d'efforts les sauveteurs sont parvenus à atteindre la galerie où se trouvaient emmurées les victimes, aucun espoir ne subsistait plus de les retrouver vivantes, et il fallut se contenter de dégager, au prix de gros efforts, les cadavres ensevelis.

A Whitehaven, la population en deuil a gardé tout son calme. C'est qu'elle a l'habitude des catastrophes. Celle-ci est la septième depuis 1910, où une série d'explosions tuèrent 136 mineurs, et les six premières ont déjà fait 229 victimes. Le puits William lui-même, exploité depuis cent quarante années, en est à son deuxième coup de grisou, le premier, en 1941, ayant causé la mort de dix ouvriers.

ANNIVERSAIRE DE LA LIBÉRATION DE PARIS



Dans les fossés du château de Vincennes, la Fédération des transports commémore le sacrifice de ses membres, fusillés par les Allemands la veille de l'arrivée à Paris des premiers éléments de la 2e D. B. du général Leclerc.

A l'Arc de Triomphe, la Résistance a rendu un hommage solennel à ses morts, qui sont tombés pour la libération de la France.

La « butte des fusillés » du mont Valérien pendant la cérémonie qui a glorifié la mémoire des nombreux patriotes victimes des Allemands.

Au fort de Romainville, la sonnerie « Aux Morts » devant les casemates où furent massacrés onze otages civils, dont le sacrifice a été glorifié par une plaque qui a été apposée au-dessus de leurs tombes.

Phot. *France-Illustration* (Parnotte et Boulet).

A TRAVERS LA FRANCE RENAISSANTE

VILLES ET PAYSAGES DE LA DURE TERRE ALPINE

par notre envoyée spéciale MARGUERITE JOUVE

Je ne sais à quelle hérédité je dois d'avoir un faible pour l'architecture militaire, mais le fait est que toutes les villes fortes exercent sur moi un attrait particulier. Bref, si je me suis attardée avec complaisance à Briançon, c'est bien à Vauban qu'on le doit.

Une fois de plus, le génial architecte a réussi un de ces ensembles de force et d'élégance dont il est coutumier. La ville est au sommet d'un piton, lui-même situé au milieu d'un cirque de montagnes plus hautes. Elle domine la vallée de la Durance, qui n'est ici guère plus qu'une gorge. Citadelle depuis toujours, il y eut un moment où Briançon fut considéré comme « une mauvaise place, commandée de partout ». Alors on fit établir sur les hauteurs des Têtes et du Randouillet un camp retranché, plus tard transformé en forts. Puis on construisit Fort-Dauphin, le fort des Salettes, une redoute à l'Infernet, le fort du Château. Le système des ingénieurs du XVIII[e] siècle fut complété par les travaux effectués au XIX[e] siècle sur les autres cimes dominant Briançon.

Aujourd'hui, au siècle glorieux de la bombe atomique, ces ouvrages ne présentent plus un gros intérêt stratégique et la garnison de Briançon se borne désormais à quelques chasseurs alpins, dont la principale tâche est d'élever des pigeons voyageurs. Mais Vauban et ses élèves ont à jamais marqué ce paysage. C'est la triple enceinte du XVII[e] siècle qui confère à la ville son style, ses limites et sa personnalité.

Briançon, juché à 1.326 mètres d'altitude, est la plus haute ville d'Europe. Les prospectus de tourisme affirment que, trois cents jours par an, elle jouit d'un soleil splendide, d'un ciel bleu foncé. Le brouillard et le givre y sont totalement inconnus. Pour ma part, j'ai pu admirer cet azur aveuglant, cet air qui ne contient en suspension pas la moindre goutte d'eau. Je comprends que l'on ait installé ici un hôpital militaire spécialisé dans les cures héliothérapiques et un lycée d'altitude consacré aux enfants souffreteux.

Au delà des toits du vieux Briançon s'étend la vallée de la haute Guisane, encadrée des cimes neigeuses du massif du Grand-Galibier.

Au pied de la triple enceinte élevée jadis par Vauban, les paysans briançonnais discutent âprement des mérites de leurs bêtes.

Le pittoresque marché aux bestiaux de Briançon réunit les paysans de toute la région, qui viennent y vendre les produits de leurs élevages.

En hiver, ce paysage et cette place forte doivent offrir un coup d'œil extraordinaire, et je ne m'étonne pas que Briançon aspire à devenir un grand centre sportif. On y a établi une vaste patinoire, des pistes de luge et de bob. De vastes champs de neige s'offrent à l'audace des skieurs. Mais moi, je suis passée à Briançon en été et mes performances sont plus modestes. Je me suis bornée à suivre les chemins de ronde, à escalader le fort du Château — où se trouve l'hôpital — et à m'asseoir sur le socle de la statue de la France — chef-d'œuvre de Bourdelle — qui, la main en visière sur les yeux, scrute l'horizon du haut de ce promontoire.

On se trouve là au sommet du piton qui porte la ville et au centre d'un cirque d'une beauté inimaginable : massif de Coste-Rousse, Croix-de-Bretagne, le Lasseron, signal de Saint-Chaffrey, Notre-Dame-des-Neiges, crête de Montbrisson, crête de Dormillouze, etc. ; à vos pieds, la vallée de la Durance et, plus au loin, la haute vallée de la Guisane. Au fond de l'horizon, on devine les cols du Lautaret et du Galibier, entourés des cimes du massif de Combeynot, du Goléon, des Trois-Evêchés et du Grand-Galibier. Il y a là de quoi rêver longtemps...

Et, pour dire la vérité, c'est surtout ce que j'ai fait à Briançon, où pas la moindre industrie ne s'offrait à ma curiosité professionnelle. Mais, dans un vieux pays comme le nôtre, il faut prendre garde de perdre le contact avec les valeurs essentielles : le passé explique le présent et répond de l'avenir. Il est bon, parfois, de s'asseoir au sommet d'une montagne et de contempler un paysage; il est bon de flâner dans les rues, sans but — à Briançon les principales rues sont dénommées « gargouilles », peut-être parce qu'elles servent avant tout à l'écoulement des eaux — lorsque ces rues permettent de mieux voir que le Français est laborieux sans être lourd, élégant sans mièvrerie, sensible sans romantisme et que toutes ces caractéristiques contradictoires lui permettent d'apporter à l'industrie elle-même des raffinements artistiques, de mettre de la fantaisie et de l'humanité dans les entreprises les plus sévères.

Les rues tortueuses de Briançon, les « gargouilles », se glissent entre les hautes maisons resserrées dans l'étroit espace de l'enceinte fortifiée.

Sur la porte d'Embrun — une de celles qui donnent accès à la vieille ville — une plaque apposée par Louis-Philippe rappelle comment, en 1815, Briançon, défendu par le général Eberlé, résista trois mois aux coalisés et, finalement, les repoussa. La dernière guerre ne permit pas à la petite ville de se signaler de manière aussi glorieuse. Les Italiens l'occupèrent après l'armistice, puis ce furent les Allemands.

Après le débarquement allié en Provence, une petite formation américaine — deux ou trois automitrailleuses parties de Grenoble et soutenues par les maquisards de la région — s'empara sans coup férir de Briançon, abandonné par la Wehrmacht. Deux ou trois jours après, les Allemands faisaient mine de vouloir revenir et les Américains levaient le camp. Les maquisards, mal armés, n'eurent d'autre recours que de s'égailler dans la montagne, accompagnés par presque toute la population mâle de Briançon. Les femmes restèrent seules pour recevoir les Boches furieux. Dans leur rage, ceux-ci ordonnèrent le sac de la ville. Le pillage — exécuté d'une façon méthodique — dura trois jours, ne laissant guère en place que les murs des maisons, dont tous les meubles, tout le linge, toute la vaisselle avaient été enlevés. Pendant ce temps, les maquisards exécutaient des coups de main sur les unités isolées de la Wehrmacht, s'efforçant de gêner les communications en montagne. Cela donna lieu à de nouvelles représailles, d'un caractère atroce, celles-ci. Les Allemands raflèrent tous les bergers qu'ils purent trouver sur les pentes du Lautaret et, au sommet du col, ils les fusillèrent...

C'est déjà le soleil du Midi qui inonde la grande place de Forcalquier.

Je n'en finirais pas si je voulais signaler tous les endroits sanctifiés par le sacrifice des patriotes et qui jalonnent le chemin que j'ai parcouru. Que je salue du moins ce tunnel des Grands-Clots — que l'on trouve entre le barrage du Chambon et La Grave — sous lequel passe la grande route et que les maquisards avaient miné afin d'interrompre le trafic. L'ayant appris, les Allemands prirent trente otages choisis au hasard parmi les paysans et ils les forcèrent à emprunter le chemin mortel. Ils sautèrent tous sur les mines posées par leurs amis...

DU DAUPHINÉ A LA HAUTE-PROVENCE

Le Briançonnais débouche tout naturellement vers la Provence par la vallée de la Durance, cette rivière capricieuse et exigeante qui s'est creusé par endroit un lit à faire pâlir le Mississipi. Tantôt bouillonnante et rapide, elle roule des eaux bleues que l'on devine glacées et que l'on rêve poissonneuses à travers des berges encaissées ; tantôt elle s'éparpille en petits filets flâneurs et saugrenus à travers ce lit de colosse. Je la suivrai presque sans interruption de Briançon à Gap. Et, vraiment, je n'ai jamais vu rivière dotée d'une physionomie plus particulière, d'une plus évidente mauvaise tête ! Cela, d'ailleurs, avec grâce et une sorte d'indéfinissable humour.

Autour d'elle, le paysage, encore montagneux, offre ses prairies, ses vergers, ses pentes que l'on reboise, ses petits villages, tous perchés sur un piton ou un éperon rocheux, généralement un peu à l'écart de la grande route. La traversée de Sisteron me permettra de voir combien cette petite ville a souffert du bombardement américain qui, destiné à faire sauter le pont du chemin de fer, le laissa intact, mais tua quelque quatre cents personnes, soit exactement le dixième de la population ! Et, à tout moment, d'immenses troupeaux de moutons, venant du sud, forcent le car à ralentir. La période de la transhumance bat son plein : les bêtes laineuses vont chercher sur les hauts sommets de l'Isère l'herbe grasse et la fraîcheur.

Gap ne se signale par rien de particulier, si ce n'est par sa splendide chambre de commerce, belle à faire pâlir la riche Marseille et l'orgueilleux Lyon. Le bureau où le secrétaire général me reçoit est entièrement recouvert de boiseries modernes, d'un luxe et d'un goût saisissants. D'autres pièces d'apparat sont également lambrissées et meublées avec le même faste de bon aloi. C'est que les Hautes-Alpes sont un département forestier, et les Gapançais ont eu l'intelligence d'user d'une matière première abondante dont on peut tirer, si on la manie avec adresse, de si subtiles harmonies.

Mon aimable interlocuteur, non content de me faire admirer le domaine sur lequel il veille avec tant d'amour, brossera pour moi un intéressant portrait économique des Hautes-Alpes :

« Région essentiellement agricole et forestière, les Hautes-Alpes sont très peu industrialisées. Nous ne possédons guère qu'un peu d'industrie électrochimique et, à Saville, une fabrique de pâte à papier, plus une fabrique de lait condensé, à Gap précisément. Cependant, la houille blanche, très abondante dans notre département, aurait pu faciliter l'établissement de nombreuses usines. Mais les autres matières premières font défaut. Aujourd'hui, cet avantage théorique que nous conférait l'électricité abondante et bon marché, cet avantage lui-même risque de nous être retiré. Il est fortement question d'unifier, à travers toute la France, le prix du courant électrique. Cette mesure, si elle est adoptée

et mise en vigueur, donnerait un énorme avantage aux régions industrielles du Nord et de l'Est, qui, jusqu'ici, avaient payé le courant cher, mais possédaient des matières premières. Vous avez beaucoup admiré l'équipement industriel de la vallée de la Romanche, eh bien, si l'on unifie le prix de la force électrique, la plupart de ces usines n'auront qu'à fermer leurs portes. Songez que les Alpes n'ont pas de charbon, pas de fer, seulement un peu de bauxite. Il nous faut faire venir de loin tous les produits que nous traitons. Lorsque ces énormes dépenses ne seront plus compensées par le bon marché de l'énergie, nos entreprises ne seront plus rentables. »

Je ne sais si M. le secrétaire de la Chambre de commerce de Gap est trop pessimiste, mais il m'expose son point de vue et le défend avec passion. D'après lui, l'alarme régnerait dans tous les milieux industriels alpins. Or, à Grenoble, personne ne m'a parlé de ce projet redoutable. Est-ce par omission ou par tactique ? Est-ce parce que, en définitive, les conséquences du tarif unique seraient moins graves que ne le redoute mon interlocuteur ? Quoi qu'il en soit, sa véhémence me touche et je me fais ici, bien volontiers, l'écho de ses inquiétudes.

« Nous possédons à peu de distance de Gap, poursuit-il, à Fontrayne, une briqueterie qui est à peu près sans rivale au monde. Eh bien, elle est accablée par de telles charges que sa production est presque entièrement arrêtée, sauf pour les produits les plus courants. Ce n'est pas une très grande fabrique, si l'on ne veut juger que par le nombre du personnel employé, mais la qualité de l'argile que fournit notre sol, la perfection du matériel et l'habileté hors de pair des ouvriers et des ingé-

A Forcalquier, comme dans toutes les Basses-Alpes, les maisons tombent en ruine, abandonnées par les habitants, qui quittent la région.

nieurs lui permettent de fabriquer, par exemple, des colonnes creuses — pour les garages, les halles, etc. — plus solides que les colonnes pleines que l'on fait ailleurs. On parle beaucoup de maisons préfabriquées dont on va acheter les éléments à l'étranger. Or, cette usine était outillée pour fournir, en pièces détachées, des maisons de briques légères et robustes, très faciles à monter. Il semble que personne n'ait voulu s'en apercevoir. Avant la guerre, Fontrayne exportait dans le monde entier. On y formait des techniciens que l'on se disputait à l'étranger : en Angleterre, notamment, travaillaient beaucoup de briquetiers hauts-alpins. Si l'usine dont je vous parle est obligée de fermer ses portes, c'est un peu de notre rayonnement industriel, un peu de notre prestige qui s'éteindront... »

Les parties les plus pauvres et les plus sauvages des Basses-Alpes, la région de Barcelonnette, par exemple, sont tout à la fois dépeuplées et d'aspect prospère. Il s'agit là d'un phénomène curieux de va-et-vient. Le jeune Bas-Alpin s'en va vers les Amériques tenter fortune. Comme il est travailleur, sobre et intelligent, il réussit neuf fois sur dix, et souvent d'une façon fort brillante. Au Mexique, j'ai vu l'industrie textile, la brasserie, les conserves alimentaires et les grands magasins de la capitale concentrés entre les mains de « barcelonnettes ». Mais, enrichis, il est rare que ces hommes oublient la terre qui les vit naître. Même s'ils n'y reviennent pas pour y mourir, ils tiennent à honneur d'y acheter de beaux domaines, d'y élever de confortables villas où ils vont parfois se reposer. Et c'est ainsi que la petite sous-préfecture alpine est fière de montrer aux touristes les luxueuses résidences de ses « Mexicains ».

Mais où sont allés les autres émigrants des Basses-Alpes, pour quel voyage sans retour sont-ils partis ? Aujourd'hui, ce département si beau et si salubre ne compte plus que 80.000 habitants. Département tout entier formé de villes qui ne sont guère plus que des bourgades et de minuscules villages branlants, il étale, sous l'implacable, le fidèle soleil, ses roches calcinées, ses alpages, ses champs de blé et ses landes, où l'on cultive pour les parfumeurs de Grasse la lavande et le lavandin. Par un caprice du sort, cette terre que l'on abandonne est prodigue des plus riches parfums : thym et romarin, lavande et marjolaine, truffe et sariette.

Quant à l'industrie, mon Dieu ! il n'y a guère que l'usine hydro-électrique de Sainte-Tulle, et, près de Volx, une mine de bauxite.

Dans ce département, M. l'inspecteur général des eaux et forêts est un personnage de toute première importance. C'est lui qui veille sur ces étendues à demi désertiques. Quand une terre est laissée à l'abandon — et cela arrive souvent, ici, où l'on manque tellement de bras — les Domaines l'achètent et M. l'inspecteur se met à planter.

Le département des Basses-Alpes était autrefois couvert de forêts. A cette époque, le régime des cours d'eau était si régulier que les Romains circulaient sur la Durance dans de petites embarcations. Mais l'homme s'attaqua vite aux forêts pour créer des pâturages — toujours plus de pâturages et plus étendus — puis, pour percer des voies de communication, enfin, pour alimenter l'industrie. Ce massacre entraîna des troubles sans nombre, qui allaient se multipliant et se répercutant les uns sur les autres. Le régime des eaux en fut modifié, les cimes chauves se mirent à perdre leur terre sous l'action de la pluie et du vent. Le désert, un désert sillonné de torrents aux rages folles, menaçait de dévorer la Haute-Provence.

Dès la fin du XIX^e^ siècle, sous l'impulsion d'un homme énergique et clairvoyant, l'inspecteur général Demontzey, on se mit à reboiser. Ces travaux, continués sans interruption par l'administration des eaux et forêts, ont réduit considérablement l'action dévastatrice des torrents — 120 torrents principaux et 150 torrents secondaires pour les seules Basses-Alpes, sans compter les ravins — ils ont rendu la sécurité à de nombreux villages menacés, protégé les voies de communication et rétabli la végétation forestière sur plus de 54.000 hectares. Les essences employées au reboisement des Basses-Alpes sont le pin sylvestre, le pin de montagne, le sapin, l'épicéa, le mélèze et même le cèdre, qui forme, au mont Ventoux, de vastes forêts. Le reboisement s'opère par semis directs ou par plantations. Au moment même où j'écris ces lignes, l'administration des eaux et forêts, fidèle à sa tâche d'éducatrice de torrents, fait construire trois barrages sur le Verdon, à Castellon, près de Castellane.

LE PLUS GRAND OBSERVATOIRE D'EUROPE

De Digne, où M. l'inspecteur général des eaux et forêts m'avait parlé en poète et en humoriste de ses chères pépinières, de ses semis et de ses turbulents cours d'eau saisonniers, je passe à Forcalquier, où m'a donné rendez-vous la plus austère, la plus hautaine et la plus ancienne de toutes les sciences : l'astronomie.

Mais je n'ai pas le courage de me borner seulement à mentionner le nom de Forcalquier. Pourtant, c'est une ville minuscule, à moitié abandonnée, au trois quarts détruite. Elle n'a point d'eau l'été — 60 mètres cubes par jour, que l'on doit pomper à grands frais — elle n'a point de grands hôtels, pas de cathédrale fameuse, elle n'a rien. Rien que son charme inexprimable, né de son abandon même, sa façon infiniment élégante et discrète de mourir sous le soleil qui la dore ; rien que les souvenirs à peine discernables, mais si poignants, de sa grandeur passée, alors qu'elle était la capitale de la Haute-Provence et qu'une Eléonore de Provence-Forcalquier, épousant Henri III, coiffait au XIII^e^ siècle la couronne d'Angleterre ; rien que la gentillesse souriante et fine de ses habitants et de leurs animaux — je n'ai vu nulle part des chats plus câlins et des chiens plus confiants, ce qui en dit long sur la douceur de leurs maîtres — rien que son éclatante lumière et ce cône de rocher auquel elle s'accroche et que domine le sanctuaire de Notre-Dame de Provence. Quand on a bien tourné dans ce colimaçon qu'est la ville et qu'on s'est hissé jusqu'au petit temple octogonal à travers les pins parasols et la rocaille, on découvre un paysage d'une grande douceur : des collines couvertes de blé et d'arbres fruitiers.

Forcalquier fait, dans mon souvenir, pendant à Briançon. Je ne recommande aucune de ces deux villes ni aux enquêteurs qui ne croient qu'aux chiffres ni aux touristes routiniers qui hantent les endroits à la mode. Je les recommande à ceux qui savent flâner — ce n'est pas donné à tout le monde — et qui ont des yeux pour voir.

L'observatoire de Haute-Provence a failli s'élever à Forcalquier. D'obscures raisons de politique locale l'ont exilé 15 kilomètres plus loin, à Saint-Michel. Toutefois, l'endroit n'a pas été choisi au hasard, on s'en doute bien. Pendant plusieurs années, des savants effectuèrent des sondages comparatifs au mont Salève, sur la frontière suisse et en Haute-Provence. La région de Forcalquier l'emporta finalement sur sa rivale, tant par la constance du beau temps — qui favorise les observations — que par la stabilité des images obtenues.

Le centre national de la Recherche acheta donc, en 1937, un terrain de 90 hectares sur la commune de Saint-Michel, et l'on commença à bâtir dès 1938. Les travaux furent poursuivis pendant la guerre, mais les difficultés matérielles croissantes font qu'ils ne sont pas encore achevés.

L'observatoire de Haute-Provence, à Saint-Michel, aux environs de Forcalquier, destiné à devenir le plus grand d'Europe.

La coupole qui renferme le télescope.

Le grand télescope de l'observatoire.

Cependant, cet observatoire, destiné à devenir le plus grand observatoire d'Europe et qui est l'honneur de la science française et du gouvernement qui décida sa construction, offre dès aujourd'hui ses traits essentiels, et l'on y poursuit activement des recherches d'astrophysique. J'ai pu le visiter grâce à l'obligeance de son sous-directeur, un jeune astronome strasbourgeois, M. Charles Fehrenbach.

C'est, dans une forêt de chênes nains, un ensemble de bâtisses conçues dans un style vaguement provençal. Rien de la caserne ni de l'immeuble administratif, mais des pavillons de grande dimension. L'un d'eux abrite l'atelier de mécanique et de menuiserie et le hall de montage, où l'on assemblera les pièces du télescope géant dont le miroir de 1 m. 92 repose encore, non taillé, dans le garage où on le cacha pendant la guerre ; l'autre, les laboratoires ; un troisième, le logement du directeur et de ses auxiliaires principaux, etc. Un peu à l'écart s'élève, à moitié achevé, ce qui sera l'hôtel. Car un des buts principaux de l'observatoire de Haute-Provence est de permettre aux savants étrangers l'étude de ce ciel provençal si propice aux recherches. On pourra loger dans cet hôtel jusqu'à dix savants à la fois. Au moment où je l'ai visité, un seul astronome, un Danois, bénéficiait de l'hospitalité française. Il partageait avec sa femme la demeure du directeur, puisque l'hôtel n'est pas encore en mesure de recevoir des hôtes.

Les coupoles d'observation sont au nombre de trois, disséminées dans la forêt, à petite distance des locaux que je viens de décrire. La plus petite — 6 m. 50 de diamètre — abrite une table équatoriale ; la moyenne — 8 m. 50 de diamètre — loge un télescope de 80 centimètres de diamètre ; la plus grande — 11 m. 50 — est tout entière occupée par l'énorme télescope de 1 m. 20, qui est le plus grand d'Europe après celui de 125 centimètres de Berlin-Babelberg. Chacune de ces coupoles est flanquée d'un bâtiment annexe ; là se trouvent un bureau et un laboratoire où l'observateur peut lui-même développer ses clichés. La grande coupole qui doit contenir le télescope géant de 192 centimètres — il n'en existe qu'un seul plus grand dans le monde, aux U. S. A. ; nous en avons donné une description dans notre dernier numéro — n'est pas encore construite.

Tous les miroirs — ou lentilles — ont été polis par Couder. Et, à ce propos, il est bon de dire que, dans ce domaine de l'optique, nous sommes le premier pays du monde. Les Américains eux-mêmes font polir leurs miroirs par des techniciens français. On aura une idée de la délicatesse de ce travail si l'on sait qu'une erreur de 1/1.000 de millimètre dans la courbure du miroir suffit à déformer les images. Rien, du reste, de plus sensible que ces énormes blocs de cristal : la seule chaleur de la main suffit à troubler les images qu'ils reflètent.

On prévoit l'installation à l'observatoire de Haute-Provence d'un spectrohéliographe que réclament les géophysiciens et d'un spectrographe géant, que l'on construit actuellement à Cojan. Enfin, on envisage l'édification d'un laboratoire spécial pour l'aluminure des grands miroirs.

(A suivre.)

DEUX DOMIN

A MINUIT précis, dans la nuit du 14 au 15 août 1947, l'emp britannique des Indes a cessé d'exister et deux n veaux Etats, l'Inde et le Pakistan, ont vu le jour. L Mountbatten, vicomte de Birmanie, dernier vice-roi des Indes reçu du pandit Nehru, premier ministre de l'Inde, qui pa quatorze ans dans les prisons britanniques, la charge de gouv neur général du plus grand des dominions, qui groupe trois e trente millions d'habitants. Son dernier acte de vice-roi avant se présenter devant l'Assemblée constituante, à New Delhi, l'investiture à Karachi du gouverneur général du Pakis M. Ali Jinnah, chef des musulmans hindous.

Le Pakistan se compose essentiellement de deux parties : l'u au nord-ouest de l'Inde qui comprend les provinces du Bélo

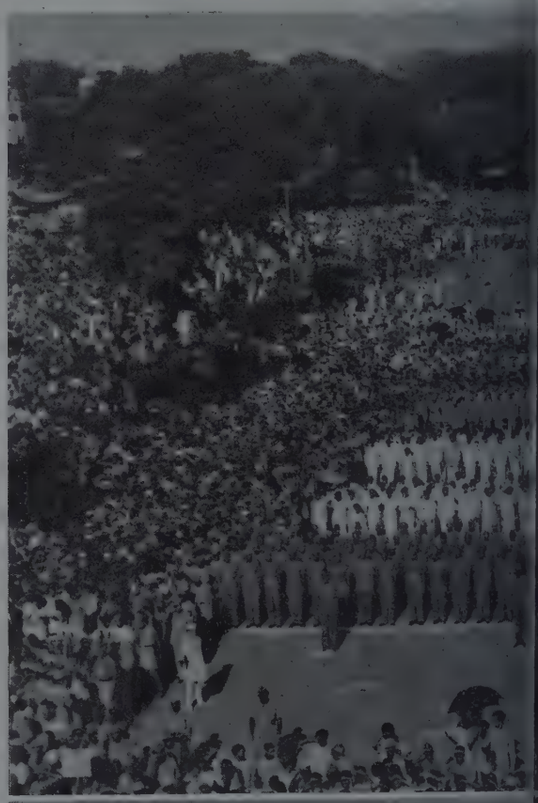
Le 15 août 1947, à New Delhi, lord Louis Mountbatten, dernier vice-roi, prête serment en qualité de premier gouverneur général de l'Inde.

A New Delhi, les troupes indiennes, parmi lesquelles se trouvent d'anciens partisans de Subha Chandra Boose, qui collabora avec le Japon, rendirent les honneurs, tandis que le pandit Nehru hissait le nouveau drapeau national.

A Londres, l' « India Office » devient le « Commonwealth Relations Office ».

Une foule énorme assistait, le 15 août, à New Delhi, aux cérémonies marquant la naissance du nouveau Dominion.

Photographies Associated Press, United Press, N. Y. T. et Reuter.



NS SONT NÉS

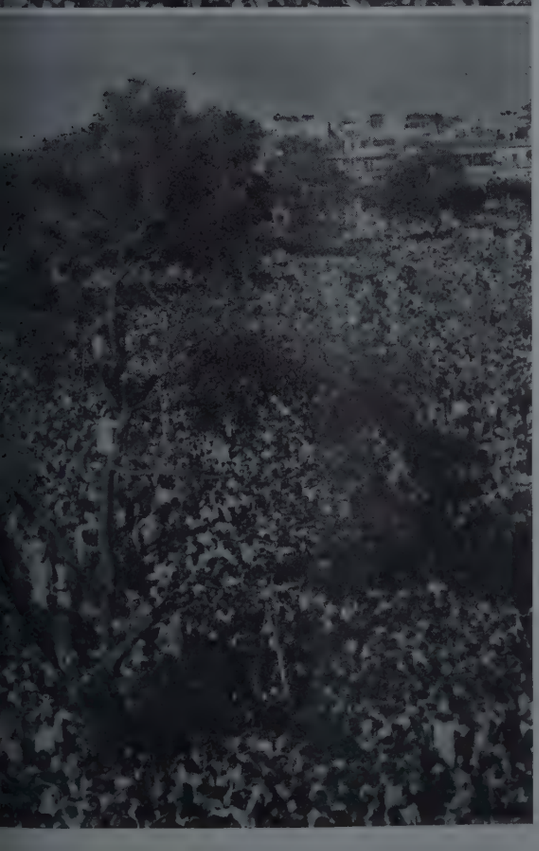
tan, du Sind, du Cachemire et une partie du Pendjab ; re, au nord-est, s'étendant sur la portion orientale du gale, moins Calcutta. Signalons, enfin, que deux Etats prin-, le Haïderabad, au centre de la péninsule, et le Travancore, pointe sud-ouest, ont fait savoir qu'ils entendaient demeurer pendants.

imultanément, le gouvernement français prenait la décision andonner au profit du gouvernement indien la souveraineté détenait depuis le XVIII[e] siècle sur les « Loges », petites aves territoriales situées en dehors des cinq établisse-ts français de l'Inde : Pondichéry, Chandernagor, Yanaon, ikal et Mahé, et dans lesquelles la liberté du commerce était rvée aux Français.

Le nouveau drapeau tricolore, safran, blanc et vert, de l'Inde flotte au sommet du fort Rouge de New Delhi.

M. Ali Jinnah, premier gouverneur général du Pakistan, arrive, accompagné de sa sœur, sur l'aérodrome de Manchipur, près de Karachi.

A Londres, également, le drapeau de l'Inde est hissé par M. M. K. Vellodi, dernier haut commissaire, sur l'India House (à gauche).



C'est dans ce site désolé que sera construit bientôt le village destiné à loger les cinq cents personnes employées à la base de « Woomera ».

POLYGONE AUSTRALIEN POUR V-3

Au milieu des fatras oratoires et autres qu'a déclenchés la bombe atomique et qui submergent le monde entier, l'Angleterre n'oublie pas cette révolution que constituèrent dans les méthodes de guerre V-1 et V-2. Elle n'oublie pas les ruines causées par l'engin aveugle, sans bras, mutilant les villes et semant l'horreur ; elle n'oublie pas non plus que le progrès est en marche, prêt à faucher les hommes, désormais trop petits pour lui, et que rien ne peut l'arrêter.

Installer à titre expérimental des rampes de lancement de projectiles radioguidés comporte une telle somme de dangers que ce projet valait bien la peine d'être étudié. Etant donné la puissance de l'arme, sa longue portée, il n'était pas facile de résoudre le problème du choix de l'emplacement de ce que nous appellerons le « terrain d'essai », puisqu'il s'agit non seulement du point de départ de l'arme, mais de la superficie englobant les lieux de parcours et de destination. Ce problème présente d'ailleurs un double aspect : espace sans bornes et possibilités de réalisation.

Le champ de tir de projectiles radioguidés ne devant comporter non seulement aucune

Le lieutenant-général J. F. Evetts (au centre) étudie la carte avec ses conseillers techniques.

côté de « Woomera », station de Pimba, sur le min de fer transcontinental, nt la population actuelle ne nprend que huit familles d'employés.

le futur emplacement de art des V-3, le cairn édifié le service géographique.

du lac Richardson, qui ra, dans les premiers temps, nenter « Woomera » en eau.

zone d'habitations, mais encore aucune limite montagneuse, ni fluviale, une perspective s'imposait : le désert. A rebours de ces constatations, entrait en jeu la nécessité qu'il se trouvât à proximité de la rampe de lancement toutes facilités de fabrication de la bombe : de la houille, du fer, des aciéries et des usines de munitions.

Quel pays dans le Commonwealth britannique autre que l'Australie présentait cet ensemble parfait de conditions ? Voici donc le désert australien, voisinant curieusement avec des centres industriels nés en bordure de son aridité, et c'est là qu'auront lieu les essais destinés à perfectionner la bombe volante.

Après accord conclu entre les gouvernements de Grande-Bretagne et d'Australie, le 19 novembre 1946, M. Dedman, ministre australien de la Défense nationale, annonçait l'installation de la rampe de lancement de projectiles dirigés, qui devait augmenter « les moyens de défense de l'Australie en la pourvoyant des armes les plus récentes » et renforcer « la sécurité de l'empire britannique ».

Nous sommes au mont Eba, en Australie méridionale. La terre, plate et rouge, parsemée de végétation désertique, grisâtre, s'élevant à hauteur du genou, tend aux regards sa solitaire immensité. A moins — c'est arrivé à la fin de l'année dernière — que par hasard il ne pleuve d'une pluie de plomb qui fait fleurir les buissons sauvages. C'est alors une orgie de brillantes éclosions rouges, que hantent des milliers de kangourous. Mais le temps redevient rapidement normal et engendre la mort de celles de ces créatures qui n'émigrent pas. Le sol, craquelé sous un soleil inexorable, est inhospitalier à tous. Il pourrait y avoir 50 degrés à l'ombre — si toutefois l'on parvenait à trouver trace d'ombre.

Vers 1880, un Anglais, M. Price Morris, établit la petite colonie du mont Eba. Au cours des ans s'y ajoutèrent un bureau de météorologie, une station de radio, des hangars pour la tonte des moutons et des réserves d'essence et d'huile. Tout cela prend un aspect de désolation et d'éparpillement et, cependant, n'est que lait et miel comparativement à l'étendue de 1.280 kilomètres orientée vers le Nord-Ouest et qui fut choisie comme premier terrain d'essai au-dessus duquel évolueront les projectiles guidés, étendue qui traverse la frontière d'Australie occidentale en direction de Eighty Mile Beach, au sud de Broome. Peu d'hommes blancs ont vu cette contrée, et ceux qui y sont allés en donnent ce bref commentaire : « Complètement aride, on y rencontre quelques indigènes. »

Pas de fleuve, 25 centimètres de chute de pluie en moyenne par an, quand toutefois il pleut, des précipices et des dunes rendant tout transport impossible, tel est ce territoire presque inaccessible, sinon par la voie des airs.

L'an dernier, deux groupes de prospecteurs de mines aurifères, accompagnés d'aborigènes, partirent d'un point fixé environ 150 kilomètres de Cook, sur la ligne du Transcontinental. Voici un bref aperçu de ce qu'ils virent et endurèrent : « Il était tellement difficile d'avancer que le camion devait sans cesse être maintenu en marche : après un arrêt, il fallait l'exhumer des sables. Au 130e kilomètre, nous fûmes contraints d'abandonner. Notre camion ralliait Cook quinze jours plus tard. Le second groupe poussa plus avant. Les hommes approchèrent bientôt du sol religieux des natifs — celui que ni jeunes gens ni femmes ne doivent jamais voir, sous peine de mort. Parmi les sables brûlants, ils ne pouvaient parcourir que 4 km. 500 par jour, et, durant les dernières vingt-quatre heures où ils firent usage du camion, celui-ci n'avança que de 1 km. 500. Ils avaient dépassé de 40 kilomètres le lieu d'arrêt de notre propre convoi lorsque leur moteur leur refusa tout service. Ils progressèrent témérairement de 40 autres kilomètres à pied et durent faire demi-tour. Il leur fallut dix jours pour rejoindre leur camion. »

Récemment, des membres du Conseil d'administration des projectiles à longue portée, en

tête desquels se trouvait le lieutenant-général J. F. Evetts, et accompagnés de techniciens, firent un tour d'inspection de deux jours des installations et régions d'Australie méridionale réservées au développement des essais de projectiles dirigés.

En fait, les membres du Conseil d'administration conférèrent pendant deux jours sur les divers détails du projet et les emplacements des principaux aménagements nécessaires.

Ils se rendirent d'abord à l'aérodrome de Mallala, aux environs d'Adélaïde, centre d'instruction de l'armée de l'Air durant la guerre, et dont on a l'intention de faire une base de transports aériens entre l'usine de munitions de Salisbury et Woomera, tête de la rampe de lancement.

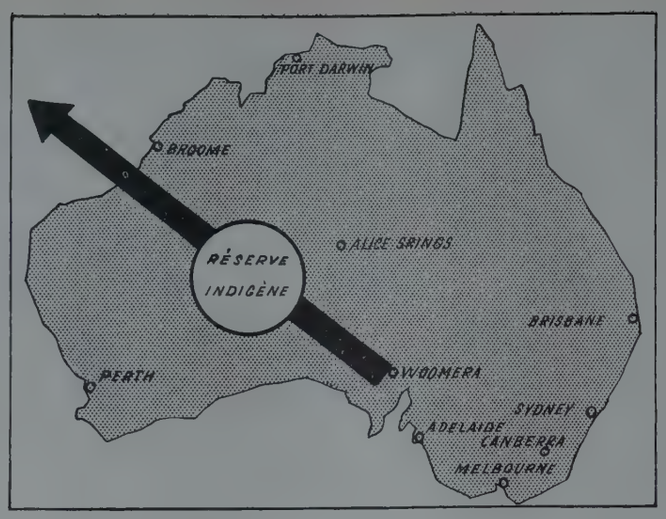
L'après-midi du premier jour fut consacré à une visite approfondie aux usines de munitions de Salisbury, désignées pour l'assemblage des engins et où auront lieu les modifications à apporter à leur installation.

Le deuxième jour fut réservé à l'examen de l'emplacement de la rampe de lancement et des zones subsidiaires. A bord des deux Dakotas dans lesquels le groupe avait pris place, on put avoir avant l'atterrissage une vue générale du panorama.

Woomera, qui tire son nom d'une expression indigène signifiant « tireur de flèches », est à 9 km. 500 de Pimba, sur la ligne de chemin de fer Est-Ouest et à l'ouest du lac Torrens.

Les travaux sont présentement limités à la construction, par un groupe d'explorateurs militaires et quelques hommes de la R. A. A. F., de trois pistes provisoires d'atterrissage, longues chacune de 1 km. 500, et au tracé des routes reliant les divers fragments.

Deux des pistes sont déjà délimitées et l'on entreprend la troisième. En définitive, on se propose de prolonger l'une d'elles sur une distance de 8 kilomètres, envisageant ainsi le transport aérien de l'avenir.



Le champ de tir en direction de l'île Christmas, dans l'océan Indien.

Au cours de cette deuxième journée, les membres du conseil s'entretinrent sur les lieux et adoptèrent un certain emplacement qui sera réservé aux bâtiments techniques et administratifs, ainsi que celui où s'élèvera plus tard un véritable village, puisque l'on prévoit devoir y abriter 500 travailleurs et leurs familles. Et l'on aura recours à un pipe-line de 408 kilomètres pour alimenter en eau la rampe de lancement.

Mais que sera ce terrain d'essai ?

Partant de Woomera, il s'étendra donc en direction nord-ouest à travers l'Australie occidentale, sur une distance de 1.760 kilomètres. De là, le champ de tir traversera l'océan Indien en direction de l'île Christmas, au sud de Java, ce qui donnera une ligne de portée totale de 4.800 kilomètres.

Néanmoins, on n'organisa, à l'origine, que 480 kilomètres de ce terrain, ce qui signifie un coût d'environ 1.150 millions de francs. L'achèvement du projet portera la dépense à 2.300 millions de francs et entraînera à un budget annuel d'entretien de la moitié de cette somme. On doit, de plus, compter avec un embranchement de voies ferrées conduisant sur les lieux d'expérience. Son établissement devrait revenir à 384 millions de francs.

Enfin, une question se pose : que vont devenir ceux qui demeurent sur les territoires adjacents à la trajectoire des bombes volantes ?

« Il n'y a pas de raison, dit le rapport du comité présenté au parlement, pour que des mesures satisfaisantes ne puissent être prises en vue d'assurer la sécurité des indigènes contre les risques éventuels qu'ils seraient amenés à courir à la mise en action d'une rampe de lancement de projectiles radio-guidés en Australie centrale.

» Seule une imprévisible éventualité, telle que la perte du contrôle de vol d'un certain projectile, présenterait un danger physique pour les aborigènes. Il n'est pas envisagé de transfert en masse des natifs des réserves du centre ; des officiers patrouilleurs seront avisés de l'envol des projectiles, afin que l'on puisse passer aux mesures de protection. Aucune bombe ne sera d'ailleurs explosive. » Le même rapport ajoute : « Les réserves du centre occupent une étendue de 153.600 kilomètres carrés et contiennent environ 1.800 indigènes. La première section du terrain, longue de 480 kilomètres, aura son aboutissement à la limite de ces réserves. »

MARYSE ELOT.

LE FESTIVAL MONDIAL DE PRAGUE

Les délégués donnent le premier coup de pioche à l'endroit même où s'élèvera la cité qui remplacera Lidice, l'Oradour tchèque.

PENDANT qu'à Moisson se déroulaient les fêtes du Jamboree, trente mille jeunes gens et jeunes filles représentant soixante nations se réunissaient à Prague pour répondre à l'appel de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique. Pendant un mois, spectacles, conférences, projections, compétitions se sont succédé sans arrêt. Les Français, au nombre de quatre mille, étaient les plus nombreux après les Tchécoslovaques. Les Italiens, très en verve et en couleurs, ont présenté le clou : la reconstitution costumée du *Calcio Fiorentino*, sorte de jeu médiéval ancêtre du football. Ils pénétrèrent sur l'immense stade de Strahov, précédés de tambours sourds et de trompettes aiguës, et firent admirer la diversité et la munificence de leurs costumes. Mais les grands triomphateurs de ce festival ont été les Slaves. Présentant une variété de costumes folkloriques extraordinaire, ils démontrèrent, une fois de plus, leurs qualités innées pour la danse et le chant choral. On remarqua surtout les Bulgares, les Yougoslaves et les Polonais. Quant aux Russes, ils se signalèrent par la présentation des meilleurs solistes des ballets de Moscou. Aux Slaves, il faut ajouter les Indonésiens, les Coréens, les Palestiniens, qui exécutèrent des danses remarquables. Le plus

Les délégués des Jeunesses démocratiques sont allés, dès leur arrivée, faire un pèlerinage à Lidice, qui fut rasé par les troupes allemandes.

grand succès de curiosité alla toutefois aux Mongols, aux costumes magnifiques, qui, dans les rues de Prague, ne pouvaient faire un pas sans être assiégés par une foule compacte.

La plupart des délégués se sont rendus en pèlerinage à Lidice, l'Oradour tchèque. Certains y sont restés pour participer à sa reconstruction. D'autres se sont rendus en Yougoslavie, en Pologne, en Bulgarie pour prendre part à différents travaux : moissons, reconstruction, chemins de fer de la jeunesse.

C. S.

Les délégués des Mongols (ci-contre) ont remporté au festival un légitime succès de curiosité par leurs chants et leurs costumes.

Des membres des jeunesses bulgares (ci-dessous), vêtus de leurs costumes traditionnels, exécutent de brillantes danses folkloriques.

JADIS la Côte d'Azur était presque exclusivement réservée aux vacances hivernales. On quittait Paris un soir, dans la neige et le brouillard, et l'on se réveillait le lendemain matin, sous le soleil, au milieu des fleurs. Par contre, l'été, c'étaient les plages de l'Océan ou de la Manche qui attiraient les foules. Mais, quelques années avant la guerre, une série d'étés pluvieux vinrent modifier ces traditions. Lassés de passer leurs journées de vacances à contempler à travers les vitres de l'hôtel la pluie tomber et la mer se déchaîner, les estivants prirent l'habitude de se diriger vers le Midi de la France, et les plages de la Côte d'Azur connurent en été une affluence au moins égale à celle de l'hiver. Depuis quelque temps, et cette année particulièrement, les étés sont redevenus beaux ; mais, pour beaucoup, l'habitude, cette seconde nature, était prise et cette année encore, sous un soleil écrasant, les baigneurs se pressaient nombreux sur tous les rivages méditerranéens.

Il faut dire que les plaisirs de la plage et de l'eau sont si nombreux et si variés que l'on comprend cette affluence. Les paresseux se contentent de se dorer sur le sable entre deux bains de mer. Les sportifs s'adonnent aux joies plus hardies de la nage et du ski nautique. Les intrépides, enfin, se livrent aux plaisirs mystérieux de la pêche sous-marine. Mais tous jouissent également du soleil, du repos, de la liberté, en un mot, de ce que représente le mot vacances.

La plage de Saint-Raphaël, où eut lieu le débarquement de 1944, a retrouvé son activité pacifique.

Le plus grand plaisir, à la mer, c'est de posséder un bateau. Ainsi on peut quitter les plages encombrées et aller flâner à loisir dans toutes les petites criques désertes.

VACANCES SUR LA CÔTE D'AZUR

Ceux qui doivent rester sur le rivage saluent joyeusement les heureux qui partent.

A l'aube, on hisse la voile; dans quelques instants, on gagnera la solitude de la haute mer.

A défaut d'un vrai bateau, une vieille épave échouée donnera un peu l'illusion de l'aventure.

Phot. *France-Illustration* (H. Parnotte).

LA MOISSON

Favorisée par un temps uniformément ensoleillé au cours des semaines critiques de la moisson, la récolte des céréales s'achève. Si l'on excepte quelques rares accidents dus à la grêle ou à l'incendie, cette opération finale du cycle agricole aura démenti la réputation de malchance qui s'attachera longtemps à la campagne 1946-1947. Mais, si favorables qu'aient été les conditions atmosphériques de l'été, elles ne pouvaient guère améliorer une situation irrémédiablement compromise par les rigueurs de l'hiver.

Sur 4 millions d'hectares ensemencés en blés d'automne, les gelées en avaient détruit 1,4 millions, dont le tiers seulement fut réensemencé au printemps. Encore les froids, tardifs cette année, ne permirent-ils généralement pas d'assurer une germination assez hâtive pour pouvoir bénéficier du meilleur rendement.

En définitive, la statistique accusait, au 1er juin, des surfaces cultivées en blé atteignant à peine 3,3 millions d'hectares, chiffre le plus faible qui ait jamais été connu depuis le début des enquêtes agricoles, il y a cent trente-deux ans, inférieur même de 500.000 hectares à celui de 1945, année où les emblavures avaient été compromises dans de nombreuses régions par les opérations de guerre.

Sur ces cultures, réduites de 40 % par rapport à l'avant-guerre, les rendements constatés sont, de surcroît, médiocres. Les blés d'hiver étaient généralement clairsemés et irréguliers et les services agricoles en ont évalué le rendement moyen à l'hectare à 10 quintaux, chiffre inférieur de plus de moitié aux résultats d'avant guerre. Les blés semés au printemps se sont mieux comportés et donnent, paradoxalement, des récoltes bien meilleures, de l'ordre de 13,2 quintaux à l'hectare. Ce résultat peut être dû en partie au fait que les cultures de printemps, plus délicates, sont généralement faites avec des semences choisies.

Au total, c'est à 11 quintaux par hectare seulement que s'établissent les prévisions du rendement moyen national, contre 16,4 en 1946 et 15,4 pour la période 1930-1939.

Réduction des surfaces et médiocrité des rendements se combinent pour donner à la France la plus faible récolte de blé qu'elle ait jamais connue : 37 millions de quintaux à peine, au lieu de 67 en 1946 et de 80, en moyenne, au cours de la décade qui a précédé le dernier conflit.

Cette récolte désastreuse survient après une campagne au cours de laquelle de graves défaillances du Ravitaillement avaient permis l'épuisement prématuré des stocks, pourtant satisfaisants, provenant de la belle moisson de l'été précédent de même que des importations d'Amérique.

La France aborde ainsi l'année la plus critique pour son ravitaillement en pain sans aucune réserve de report. Comme il était aisé de le prévoir depuis six mois, le problème des céréales va être, pendant un an au moins, la croix que porteront les gouvernements.

Sur la base d'une ration quotidienne individuelle de 300 grammes de pain, les besoins du ravitaillement sont de l'ordre de 50 millions de

ST FAITE

quintaux pour l'année. Or, déduction faite des grains nécessaires pour les réensemencements, qui représentent une dizaine de millions de quintaux, et des quantités de blé perdues pour le marché officiel — modérément évaluées à 6 millions de quintaux — l'Office des céréales n'espère pas collecter plus de 20 millions de quintaux d'ici l'été de 1948.

Encore ces prévisions apparaissent-elles très optimistes à beaucoup de spécialistes, qui redoutent des déceptions plus graves encore. La collecte du blé rencontrera, disent-ils, des difficultés considérables d'ordre économique et psychologique. Parmi les premières, la plus grave et la mieux connue se rapporte à la rentabilité élevée des productions animales. Même au prix finalement accordé de 1.850 francs par quintal, en hausse de 772 francs sur celui de 1946, prix auquel s'ajoute une prime forfaitaire de 1.000 francs par hectare emblavé, les agriculteurs sont loin de tirer le même profit de la cession du grain que de la vente du bétail ou des volailles qu'il leur permettrait d'engraisser. Tandis que le prix du blé de 1938 a été multiplié par 9, celui des viandes et des volailles l'est pratiquement par 12, 15 ou 20.

Sur le plan psychologique, les producteurs de blé sont entraînés à répondre mollement aux appels des autorités. Beaucoup de communes rurales ont manqué de pain plusieurs jours ou plusieurs semaines en juin et en juillet. Le réflexe des cultivateurs, encore sous le coup de cette expérience récente, est de conserver dans leurs greniers les quantités de blé nécessaires à la satisfaction des besoins de leur famille et de leur personnel jusqu'à la prochaine récolte. Phénomène plus grave encore, des maires et même des préfets sont tentés d'obéir aux mêmes mobiles et d'abriter leurs ressortissants dans une manière d'autarcie municipale ou départementale.

Pour les premières semaines des battages — qui menacèrent d'ailleurs d'être compromis par des grèves d'entrepreneurs, mécontents des tarifs fixés, comme la moisson aurait pu l'être par des grèves d'ouvriers agricoles, réglées *in extremis* — les rentrées de blé en organismes stockeurs ont été exceptionnellement faibles. Il s'agit des régions où les exploitations, de taille moyenne ou petite, sont le plus difficilement contrôlées et où le désir de constituer des provisions individuelles exerce proportionnellement le plus d'influence sur le volume des ventes.

Il semble raisonnable, dans ces conditions, de ne pas même compter sur une collecte de 20 millions de quintaux, quelles que soient les mesures d'autorité auxquelles les pouvoirs publics décident de recourir. On sait que le récent congrès du parti socialiste a préconisé la réquisition des céréales à la ferme, mais la plupart des parlementaires, outre qu'ils répugnent à mécontenter leurs électeurs ruraux, expriment des doutes sur les résultats heureux à attendre d'un recours à « la manière forte ».

C'est donc un déficit minimum de 30 millions de quintaux de céréales panifiables que le gouvernement va devoir combler par des importations. Peut-il raisonnablement espérer trouver ces ressources sur le marché mondial ?

On se souvient que le Conseil international de la crise alimentaire (I. E. F. C.) avait réuni à Paris, en juillet dernier, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (F. A. O.), une conférence internationale des céréales. Les conclusions de cette conférence en ce qui concerne le ravitaillement mondial en 1947-1948 n'ont rien été moins qu'encourageantes.

En dépit d'une récolte record aux Etats-Unis (plus d'un milliard de boisseaux : 250 millions de quintaux), les quantités de blé disponibles à l'exportation n'y dépasseront pas 125 millions de quintaux. Au total, les quatre grands pays exportateurs (Argentine, Australie, Canada et Etats-Unis) pourront mettre sur le marché 255 millions de quintaux de céréales panifiables.

Or, les besoins des pays importateurs ont été évalués à 442 millions de quintaux pour l'année 1947-1948, faisant ressortir un déficit mondial de l'ordre de 200 millions de quintaux. La conférence a admis que ce déficit pourrait se trouver ramené à 130 millions de quintaux par diverses corrections d'évaluations, ce qui représente encore un chiffre supérieur à celui de la dernière campagne.

Le seul transport des quantités disponibles représentera d'ailleurs le chargement de 3.000 navires et la valeur de ces importations correspondra à une dépense de 3 milliards de dollars.

Il faut s'attendre, dans ces conditions, à ce que les demandes présentées par la France à l'I. E. F. C., chargé des allocations, ne soient satisfaites que dans une proportion très insuffisante. En 1946-1947, déjà, notre pays ne s'est vu attribuer que la moitié environ des quantités qu'il avait demandées (7,7 millions de quintaux au lieu de 14,4). C'est, on l'a vu, moins du quart de ce qui serait nécessaire, cette année, pour assurer la « soudure ».

Dans ces conditions — qui sont encore aggravées par des complications chronologiques, les quantités utiles ne pouvant pas toujours être mises à notre disposition au moment exact où elles sont nécessaires — les perspectives du ravitaillement en pain apparaissent critiques.

L'administration s'est préoccupée d'augmenter la ressource en prévoyant l'incorporation de pommes de terre dans la pâte. Mais les procédés préconisés se heurtent tous à des obstacles matériels sérieux. L'approvisionnement fréquent des boulangeries urbaines en pommes de terre préalablement cuites et, si possible, épluchées mécaniquement semble le moyen le plus simple de résoudre le problème. Mais il n'échappe pas à l'inconvénient d'imposer plusieurs transports d'une denrée pondéreuse, constituée pour une large part d'eau. Cette obligation conduirait à augmenter encore sensiblement le prix du pain.

Ce prix vient précisément, comme conséquence de la hausse du blé et de la suppression des subventions jusqu'à présent versées par le Trésor, d'être relevé dans de fortes proportions, atteignant de 22 à 24 francs selon les départements.

Il faut donc s'attendre à ce que le problème du pain soit, au cours de l'hiver et du printemps, et peut-être dès l'automne, la cause de sérieuses perturbations de l'équilibre social, économique et politique du pays. Le moyen le plus sage d'en limiter l'ampleur serait sans doute de décider très rapidement une réduction drastique de la ration. Il est toutefois peu probable qu'une décision si peu populaire soit prise avant les élections municipales d'octobre.

ROGER MAUREL.

LES LIVRES

par ANDRÉ ROUSSEAUX

D'UNE CERTAINE ÉCHELLE DE L'HOMME

Je ne sais pas si les hommes prennent garde qu'ils ont fabriqué, en quelques années, un monde qui est à une tout autre échelle qu'à la leur ; autre, en tout cas, que celle qui a été la leur depuis qu'existe l'espèce humaine. Cela s'est fait en moins d'un demi-siècle. et c'est un changement qui s'accélère chaque jour. Les hommes passent ainsi d'un monde dans un autre, et ils ne semblent pas s'en inquiéter, à peine s'en aviser. Se demandent-ils si leur vie, si leur être même n'en est pas gravement affecté ? Il y a du moins de grands esprits pour se poser la question.

Bergson écrivait, il y a vingt ans, aux dernières pages des *Deux Sources de la morale et de la religion* : « Des machines qui marchent au pétrole, au charbon, à la houille blanche et qui convertissent en mouvement des énergies potentielles accumulées pendant des millions d'années sont venues donner à notre organisme une extension si vaste et une puissance si formidable, si disproportionnée à sa dimension et à sa force que, sûrement, il n'en avait été rien prévu dans le plan de structure de notre espèce. » Autrement dit, l'homme a conquis sur la nature des forces hors de proportion avec sa propre nature. Il s'en grise comme un enfant, mais ne joue-t-il pas avec sa vie authentique et profonde ? Bergson lançait cet avertissement : « Or, dans ce corps démesurément grossi, l'âme reste ce qu'elle était, trop petite maintenant pour le remplir, trop faible pour le diriger... Ce corps agrandi attend un supplément d'âme et la mécanique exigerait une mystique. »

Ces paroles prophétiques nous sont rappelées par un des hommes les plus qualifiés pour les faire retentir : le grand physicien Louis de Broglie, dont les découvertes ont contribué pour une bonne part à ces progrès inouïs de la science à notre époque. C'est dans un ouvrage intitulé *Physique et Microphysique* (Albin Michel), qui est un livre ardu, dont on ne saurait aborder tous les chapitres sans une culture scientifique des plus sérieuses. (Je dois avouer que je me suis arrêté, avec le plus humble respect, au seuil de certains d'entre eux.) Mais, à d'autres pages, le prince Louis de Broglie, examinant les conséquences philosophiques de ces prodigieuses conquêtes de la science, pose, en termes excellents, l'angoissant problème humain dont nous venons de parler. Et il nous invite à une méditation dont l'humanité d'aujourd'hui se soucie trop peu.

Le hasard des lectures de vacances a fait que ce grave et beau livre a rejoint, dans ma bibliothèque de campagne, deux monuments de notre littérature qui émergent d'un autre âge de l'homme. La précieuse collection de « la Pléiade » a vu paraître, presque en même temps (chez Gallimard), de remarquables rééditions des *Mémoires d'outre-tombe* et des *Mémoires* de Saint-Simon. On aime à se replonger dans ces grands livres, celui de Chateaubriand, surtout. Mais, quand je les ai relus, ces jours derniers, certains de leurs aspects me sont apparus dans un éclairage assez particulier. Ces panoramas de vie humaine me rendaient plus visible le redoutable changement d'échelle survenu entre le monde et l'homme, et auquel Louis de Broglie nous invite à songer.

Vraiment, les *Mémoires d'outre-tombe* ne méritent pas seulement leur nom parce que leur auteur en a préparé la publication pour après sa mort. Dès leur rédaction, ils sont la lamentation d'un mort vivant. On est tenté de sourire, comme d'une attitude romantique, du *tædium vitæ* qui donne leur solennelle mélancolie aux confessions de Chateaubriand. Il inventerait, s'il le fallait — il en invente sûrement plus d'une fois — les accidents où il a failli mourir, pour pouvoir s'écrier : « Que n'ai-je péri en cette occasion ! » Ç'eût été pour lui le seul remède au malheur d'être né. Nous ne voulons pas ajouter ici une ligne de plus à toutes les analyses que l'on a faites de l'état d'âme de « René » et des hommes de sa génération. Dans le cas de Chateaubriand, il paraît bien qu'il a éprouvé, comme personne, le sentiment de survivre, après la Révolution, à une société et même à une civilisation engloutie. Le mot du prince de Ligne, survivant du même naufrage, « mon monde est mort », pourrait résonner comme une cloche funèbre derrière chaque page des *Mémoires*. Albert Thibaudet a mis en exergue du portrait qu'il a tracé de Chateaubriand dans son histoire littéraire : « Vingt ans en 1789. » C'est-à-dire qu'à l'âge où tout homme entre dans la vie Chateaubriand s'est senti seul au bord d'un abîme où sombrait tout ce qui représentait pour lui la société humaine. Et les déconvenues de la Restauration ne devaient que donner une force plus sombre à ce sentiment de toute son existence.

Je ne rappelle ici que des choses fort connues. Mais c'est pour ajouter : que dirait donc un Chateaubriand d'aujourd'hui qui aurait eu, non pas vingt ans en 1789, mais vingt ans en 1914 ? L'époque napoléonienne, que parcourent les *Mémoires d'outre-tombe*, est à mi-chemin entre l'époque louis-quatorzienne de Saint-Simon et la nôtre. Pourtant, les deux premiers appartiennent bien à la même humanité, quoi que Chateaubriand veuille penser. Et c'est entre lui et nous qu'il y a un gouffre.

Je ne parle pas de la matière historique que contiennent respectivement les Mémoires du duc et ceux du vicomte. Je ne songe même pas à la vie sociale qu'ils évoquent, si différente, en effet, chez l'un et chez l'autre : de ce point de vue, la société peinte par Saint-Simon appartient déjà à une histoire lointaine, qui nous donne à traverser tout un appareil de mœurs surannées, avant qu'on y retrouve l'éternelle humanité. Tandis que Chateaubriand, quelque effort qu'il fasse pour décrire dans son siècle une courbe glorieuse, soutient avec la destinée un tête-à-tête où tout homme peut trouver un écho de son propre destin.

Mais, chacun dans son époque et dans son monde, Saint-Simon et Chateaubriand sont des hommes à la même échelle ; je reviens à ce mot. Ils ont les mêmes conditions de vie, la même vision de l'univers ; ils occupent la même situation dans l'espace ; le temps s'écoule pour eux au même rythme. L'Amérique de Chateaubriand est sans doute à l'aube d'une évolution prodigieuse ; mais c'est encore un pays dont les limites, mal fixées, gardent un aspect de frontières du monde connu. L'axe de la civilisation est encore solidement fixé en France et en Europe. La vie suit le cours régulier d'un ordre naturel dont la science n'a pas encore révélé les dessous déconcertants. Le pas des hommes qui marchent, ou des chevaux par lesquels ils se font porter, s'accorde au cycle des heures lentes. Les étapes des voyages s'encadrent dans la succession des jours.

Tous ces mouvements harmonieux font que l'homme n'est alors en rupture ni avec les autres hommes ni avec la nature. Le voyage n'est pas cette espèce d'arrachement qui transporte aujourd'hui une créature, en un temps déréglé, d'un monde dans un autre. C'est un cheminement mesuré parmi d'autres groupes humains. Quand Chateaubriand rejoint son ambassade à Rome, son itinéraire est jalonné de haltes chez des amis, à Lyon ou ailleurs, sans compter les auberges où le commerce avec l'humanité vivante ne cesse pas d'être varié. De même la nature, sur qui l'homme n'a pas encore remporté tant d'inquiétantes victoires, demeure une puissance que les forces de l'homme doivent affronter avec une humble patience. Quand Chateaubriand part pour l'Amérique, le vent qui tombe laisse son bateau en panne dans la rade de Saint-Malo. Il faut attendre le jusant pour être entraîné au large. Puis, ce sont les vents d'Ouest qui contrarient la marche du navire jusqu'aux Açores. Je ne cite cet exemple que pour faire mesurer la distance entre les habitants de l'univers d'alors et ceux qui, aujourd'hui, tiennent peut-être entre leurs mains l'effrayant pouvoir de faire sauter la planète.

Ce qui demeure le plus constant chez l'homme, c'est, hélas ! sa férocité. Saint-Simon, le plus naturellement du monde, écrit que tel de ses contemporains, soupçonné de je ne sais quel crime, a fait des aveux après avoir subi la question. Ce que ce mot « question » représente ne fait pas un instant trembler sa plume. Chateaubriand, lui, qui est du côté des victimes, s'émeut davantage à évoquer tous ceux de ses parents et de ses amis qui sont montés sur l'échafaud. La guillotine n'en est pas moins dans la nature de l'époque qu'il a traversée, comme la question était chose naturelle à la société du temps de Saint-Simon. Quant à la nature de la nôtre, on sait qu'elle est de songer avec une émotion de plus en plus émoussée par l'habitude à tous nos frères qui ont péri dans les camps et dans les tortures. Parmi tant de changements dans le monde, un progrès sur ce point est peut-être le seul qui eût honoré l'humanité. Mais celui-là s'est fait dans le même sens que tous les autres : c'est-à-dire que l'art de tuer son prochain est passé à une échelle monstrueuse, lui aussi.

LE CINÉMA

par DENIS MARION

UNE VIE PERDUE

Aucune indication ne permet de vérifier si *une Vie perdue* a été réalisée avant ou après *le Poison (The Lost Week-End)* ; mais je croirais volontiers que c'est après. Sans doute, il y a longtemps que les ivrognes peuplent les scénarios d'Hollywood. Au point, d'ailleurs, que les Ligues de décence ont déjà émis des protestations sur leur présence trop fréquente et sur le fait que les trois derniers Oscars (1945 : Joan Crawford dans *Mildred Pierce* ; 1946 : Ray Milland dans *The Lost Week-End* ; 1947 : Ann Baxter dans *le Fil du rasoir*) avaient été attribués à des rôles imbibés de whisky. Rien d'étonnant à cela : l'ivrogne est un bon personnage, aussi bien dramatique que comique, et il est normal qu'un acteur préfère incarner le père Noé que le sénateur Volstead. La raison en est simple. Comme l'a remarqué Edgar Poe, qui était bien placé pour le savoir, « on observe chez certaines personnes extrêmement ivres un penchant presque irrésistible à feindre un égarement plus complet qu'elles ne l'éprouvent en réalité ». Ainsi, par définition, l'ivrogne est un comédien (et il n'y a rien que les acteurs aiment autant que jouer les rôles de comédiens, comme Shakespeare et Molière, entre autres, le montrent) et un comédien « qui en remet », c'est-à-dire qui rend, sinon plausibles, du moins possibles toutes les outrances de mimique et de gesticulation : c'est un rôle en or par excellence.

SUSAN HAYWARD, LA CHANTEUSE ALCOOLIQUE, D' « UNE VIE PERDUE ».

Aussi, dès que le succès de *The Lost Week-End* eut été acquis, forts de ce précédent, les producteurs se sont jetés sur des sujets analogues, et il se pourrait bien qu'*une Vie perdue* fît partie de la fournée. S'il en est ainsi, il est à la fois facile de reconstituer la manière de procéder des scénaristes et instructif de comparer une ressucée commerciale à une œuvre originale.

Le protagoniste de *The Lost Week-End* était un homme : il suffisait que celui d'*une Vie perdue* fût une femme pour assurer une originalité suffisante. A ce moment, les auteurs ont douté de la solidité de leur point de départ et se sont demandé si l'alcool était en lui-même un sujet suffisant ; par mesure de précaution, ils ont jugé nécessaire de lui assurer un second centre d'intérêt et ils ont engagé un chanteur de charme pour faire le mari de la poivrotte. Pendant qu'ils y étaient, ils ont fait de celle-ci aussi une chanteuse, de sorte qu'à peu près depuis la première image du film jusqu'à la dernière une avalanche de ritournelles, berceuses, mélodies, refrains, romances et autres chansons se suivent implacablement. Ils ne sont pas mariés et elle chante dans une boîte de nuit. Ils sont mariés et il compose des chansons. Elle devient mère et il chante à la radio. Leur enfant ne veut pas dormir : vite, une chanson. Il a du succès et il n'en chante que plus. Elle boit beaucoup, mais chantonne dès qu'elle n'a pas la bouche pleine. Ils se séparent et elle retourne chanter. Et lorsqu'il n'y a vraiment pas moyen de faire vocaliser l'un ou l'autre, on s'arrange quand même pour placer un pick-up dans un coin ou une cantatrice à l'arrière-plan. Transformer le récit d'une intoxication en comédie musicale, il n'y a que les Américains pour songer à cela.

Aussi ne s'attendra-t-on pas à ce qu'*une Vie perdue* représente un progrès par rapport à *The Lost Week-End*. Le principal défaut de celui-ci, on l'a remarqué, était que l'ivrognerie du héros était insuffisamment motivée. C'est, évidemment, le problème central, surtout à l'écran. Celui-ci est bien incapable d'exprimer la sensation agréable que l'alcool peut procurer aux papilles gustatives et à toutes les muqueuses digestives (et qui, d'ailleurs, ne joue qu'un faible rôle dans presque tous les cas d'éthylisme pathologique). Il lui faut donc se rabattre sur les mobiles psychologiques qui poussent un être à rechercher la solution de ses ennuis dans une euphorie artificielle. En l'occurrence, le problème a été esquivé. D'une part, la jeune femme commence à recourir à la boisson pour vaincre le trac avant de faire son numéro ; d'autre part, elle s'enivre méthodiquement à partir du moment où le succès professionnel de son mari fait passer sa carrière avant leur vie conjugale. Ce complexe d'infériorité, à la fois physique et sentimental, justifierait certainement l'alcoolisme si les scénaristes ne l'avaient pas, en même temps, privé de toute raison d'être : car la jeune femme cesse de se produire en public et, par suite, d'avoir le trac, et, d'autre part, on nous la montre adorant sa petite fille et adorée par elle, c'est-à-dire sans aucune raison pour ne pas opérer le transfert d'affection du mari à l'enfant, qui est de règle chez presque toutes les mères de famille.

Susan Hayward, une débutante, chante et joue fort bien le rôle principal. Mais elle commet une erreur que Ray Milland avait eu grand soin d'éviter : elle demeure beaucoup trop jolie et séduisante, en dépit des excès auxquels elle est censée se livrer. Elle n'est jamais dépeignée que par l'art du coiffeur et elle échappe par miracle à la déchéance physique que son régime devrait pourtant entraîner : ni bouffissure des traits, ni tremblement des mains, ni embarras d'expression, ni réveil pénible. Devant une représentation aussi édulcorée de la réalité, on finit par se demander si les Ligues de décence n'ont pas raison et si, en effet, il n'est pas dangereux pour la morale publique de donner de l'alcoolisme cette version au whisky de rose, si je puis me permettre cette expression.

Une Vie perdue est donc bien loin d'être un bon film, et pourtant on peut le voir sans ennui, à cause de cette perfection dans la réalisation où les Américains sont passés maîtres. Evidemment, le chanteur de charme partage avec tous ses collègues la malédiction divine qui les a dotés d'une figure aussi stupide qu'inexpressive ; la guimauve est un terme de comparaison trop brutal pour sa voix, ou plutôt pour son roucoulement. Mais, enfin, ce sont les lois du genre, et autant vaudrait reprocher à un mille-pattes le nombre de ses pieds. En revanche, les chansons sont jolies et méritent d'être entendues. Et, tout à coup, on ne sait ce qui a pris à l'opérateur, au metteur en scène ou à l'actrice, mais le plan très court où la femme est emmenée à la salle d'opération montre le masque bouleversant de l'accouchée pendant le travail.

MOLIÈRE A VERSAILLES

Les 16 et 17 août, Versailles vit renaître un peu de la splendeur des fêtes nocturnes du Grand Siècle. Grâce aux efforts de la Radiodiffusion française et du Comité des fêtes, le Bosquet de la Reine abrita deux représentations du *Bourgeois gentilhomme*, donné dans sa version intégrale, c'est-à-dire avec tous les ballets et divertissements.

Une double haie de gardes françaises porteurs de torches jalonnaient l'entrée conduisant à l'enceinte verdoyante ouverte sur le ciel étoilé. Aucun rideau ne se leva, mais, tout d'un coup, la lumière des projecteurs fit naître le spectacle. La scène était d'intimes proportions, mais son étonnante profondeur semblait se perdre dans la futaie en une multiplicité de plans baignés d'un irréel clair de lune teinté de toutes les nuances électriques du bleu et du vert. Et sous la hauteur démesurée des arbres royaux, les comédiens, dans l'éclat multicolore de leurs vêtements chamarrés et empanachés, paraissaient de menues statuettes de porcelaine de Saxe animées magiquement par les accents des violons de Lulli... On pouvait, sans comparaison sacrilège, songer aux ravissements des *Plaisirs de l'isle enchantée* et se dire que ni le grand roi ni l'immortel auteur de la pièce n'auraient rien trouvé à redire à une telle représentation, où tous les rôles furent remarquablement interprétés par Mme Béatrice Dussane, MM. R. Marco et Debucourt, entourés de jeunes comédiens pleins de vie et dans la meilleure tradition.

L. CH.

LA SCÈNE DU GRAND MAMAMOUCHI, DANS « LE BOURGEOIS GENTILHOMME ».

Phot. *France-Illustration* (Parnotte).

PETITES CHRONIQUES

LE « TATA » SÉNÉGALAIS DE CHÈRES-CHASSELAY

Le 20 juillet dernier, à Chasselay, près de Lyon, en présence de M. Coste-Floret, ministre de la Guerre, a eu lieu au « Tata » sénégalais la septième commémoration de la bataille des 19 et 20 juin 1940, à l'issue de laquelle une centaine de combattants noirs ont été sauvagement massacrés par les Allemands en marche sur Lyon.

Ce « Tata » est une œuvre unique en France. C'est là que dorment de leur dernier sommeil les deux cents chevaliers noirs de l'Union française tombés au cours de cette brève, mais âpre bataille.

En voici l'histoire, entre toutes, glorieuse.

Toutes digues étant rompues, les forces allemandes déferlaient sur la France entière. Dévalant vers le sud, les colonnes blindées atteignaient les avancées de Lyon le 19 juin 1940. Pour les retarder, le gouvernement militaire de Lyon avait groupé quelques éléments de résistance, parmi lesquels le 25e régiment de tirailleurs sénégalais.

La consigne avait été donnée de tenir coûte que coûte, sans esprit de recul.

Le 19 juin, vers 10 h. 30, la tête des colonnes blindées allemandes se présentait devant le barrage établi au carrefour de la sortie sud-est des Chères. L'impétueuse attaque de plusieurs milliers d'ennemis, munis du matériel le plus moderne, contre une poignée des nôtres, armés de fusils et de quelques mitrailleuses, devait tout emporter sur son passage. Pourtant, une soixantaine de héros noirs devaient encore résister jusqu'au lendemain dans Chasselay, où, à bout de munitions, ayant épuisé tous moyens de combat, encerclés, ils furent capturés.

Les lourdes pertes que ces quelques escouades dispersées lui avaient infligées auraient dû, semble-t-il, imposer au vainqueur le plus grand respect. Sa rage en fut, au contraire, décuplée.

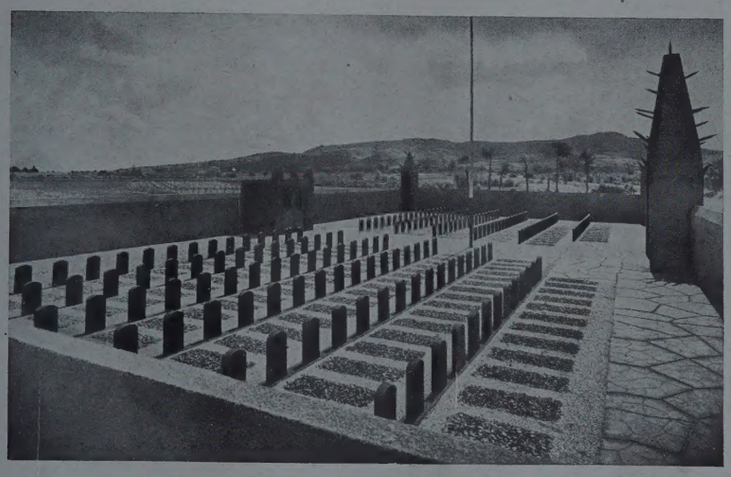
Encadrée de motocyclistes, la légère colonne de soixante hommes fut emmenée à 2 kilomètres de là, au lieudit Vide-Sac, où ordre lui fut donné de se disperser les mains levées.

Mitrailleuses et canons, postés sur le chemin, ouvrirent le feu. Puis, parachevant le massacre, un char lourd vint écraser les malheureux blessés qui gisaient sur l'herbe.

C'est en mémoire du sacrifice de ces héros que fut élevé le « Tata » où reposent les victimes de ce glorieux combat.

M. Coste-Floret prononçant son discours.

Les tombes des deux cents Sénégalais massacrés le 19 juin 1940.



BIBLIOGRAPHIE

Histoire

Ferdinand-Philippe d'Orléans — le fils aîné de Louis-Philippe — n'a eu qu'une brève carrière : il mourut, à trente-deux ans, des suites d'un malheureux accident de voiture, près de la porte Maillot.

Profondément attaché aux principes de la Révolution de 1789 et aux idées libérales, ce jeune prince joignait à de grandes qualités de cœur et d'esprit une élévation de sentiments et un courage dont il donna de multiples preuves, notamment au cours de trois campagnes en Afrique. On sait qu'il fut un des premiers en France à concevoir la notion d'empire et contribua largement à assurer notre conquête de l'Algérie. Il créa les bataillons de chasseurs à pied, qui se couvrirent de gloire dès le début, et qu'après sa mort on appela chasseurs d'Orléans, en souvenir de lui.

Raconter la vie du duc d'Orléans, c'est évoquer, entre 1815 et 1842, toute l'histoire de notre pays et de l'Europe, à laquelle il fut mêlé autant par les événements de sa vie privée que par ses actes publics. Son mariage ne fut-il pas l'occasion de longues tractations diplomatiques où se heurtèrent, pendant des mois, l'ardeur ambitieuse de Thiers et le traditionalisme rigide de Metternich ? C'est aussi évoquer les mœurs d'une époque où bien des problèmes se posaient déjà qui n'ont point encore reçu de solution, où bien des aspirations s'exprimaient qui n'ont point encore été satisfaites.

Fils aîné d'une famille très unie, veillant avec une affectueuse sollicitude sur ses sept frères et sœurs, qui l'adoraient, admiré des soldats, aimé du peuple, le prince royal n'a pu, malheureusement, donner toute sa mesure. Si, en 1848, il se fut trouvé auprès de Louis-Philippe vieillissant, le cours des événements n'en eût-il pas été modifié ?

Par l'emploi des documents inédits qu'il a pu consulter au musée Condé, à Chantilly, l'auteur, M. Bonnet-Roy, apporte à l'histoire une contribution du plus haut intérêt. (Editions S. E. F. I.)

Les événements qui se déroulèrent en Indochine entre la capitulation japonaise et la reconnaissance du Viet-Nam par la France, c'est-à-dire de l'arrivée à Saïgon des premières troupes alliées à l'entrée des soldats de Leclerc dans Hanoï, restent, aujourd'hui encore, très imparfaitement connus du grand public. Et pourtant leur influence sur le développement ultérieur de la crise franco-annamite aura été déterminante. Si l'on ne peut prétendre écrire, dès maintenant, l'histoire encore assez mystérieuse de ces six mois, on ne saurait néanmoins sous-estimer les relations de ceux qui les vécurent en témoins professionnels : les correspondants de guerre alliés. L'un d'eux, André Blanchet, un des premiers sur place, dès septembre 1945, présente aujourd'hui le récit de ces faits dramatiques, qu'il suivit au jour le jour, souvent au péril de sa vie. En Cochinchine, où il accompagna le corps expéditionnaire dans les étapes de la pacification ; à Hanoï, où, sous l'occupation chinoise, il eut des entretiens répétés avec des leaders annamites comme l'ex-empereur Bao Dai et Ho Chi Minh, André Blanchet fut toujours là où il le fallait pour recueillir une documentation d'une exceptionnelle authenticité.

Ce qu'il a observé et enregistré *Au pays des balilla jaunes* (c'est de Hanoï qu'il s'agit, sous le règne du Viet-Minh) compose un recueil de « choses vues » d'où émane une saisissante impression de vérité et où les événements se trouvent exposés avec la précision d'un livre d'histoire. On sera également reconnaissant à ce journaliste de l'objectivité de son coup d'œil et de la sérénité de ses jugements. Son ouvrage a obtenu, le 16 mai dernier, le prix Albert-Londres 1947. (Editions Dorian.)

Roman policier

La « Lande pourrie », c'est, aux confins de la Suisse normande, une vaste étendue de bruyère et d'ajoncs, dominée par les amoncellements rocheux des collines de Mortain. Qu'un garde forestier des environs y découvre, un beau matin, le cadavre du fringant Lemouret, poursuivi depuis toujours par la rancune de tous les maris jaloux du canton, et voilà ourdie une énigme policière que l'auteur, avec maîtrise, saura conduire à sa fin normale, qui est d'être résolue. Pourtant, il faudrait se garder de voir, dans *la Lande pourrie*, un simple roman policier. Jean Mauduit a réalisé ce tour de force d'y faire tenir toute l'atmosphère d'une province. Petite ville où cuisent et recuisent de vieilles haines, familles jalousement repliées sur leur secret, commérages, ennui du dimanche, et puis les paysages, la lande flagellée par le vent, le bocage gorgé d'eau, les lentes journées où ruisselle interminablement la pluie normande. Tout cela, servi par une langue colorée, fait de *la Lande pourrie*, une œuvre très attachante et laisse heureusement présager de la carrière de romancier de son auteur. (Editions Correa.)

Variétés

Le titre de ce livre, ainsi que ceux des différents chapitres qui le composent : hiver, printemps, été, automne, hiver encore, indiquent clairement l'importance que l'auteur attache aux grands rythmes de la nature. La simple grandeur de ses personnages découle tout naturellement du fait qu'ils sont imprégnés de ces rythmes, qu'ils s'y conforment sans y penser et participent ainsi aux cycles millénaires qui commandent les travaux des hommes dans un monde qui ne connaît que la nature.

Les personnages que met en scène Gladys Hasty Carroll sont des paysans de la Nouvelle-Angleterre, mais son livre n'est pas ce que l'on a coutume d'appeler un roman paysan. Jamais elle ne sacrifie au pittoresque, seul l'intéresse l'essentiel : la naissance, la vie, l'amour, la mort, avec les grandes réalités qu'on avait oubliées, comme le froid, la faim.

L'étonnante figure de Jenny Shaw restera certainement comme une des créations les plus parfaites dans un genre où le mystère et la poésie se dégagent de la plus grande simplicité.

On découvrira dans ce livre un aspect inconnu de l'Amérique et qui rejoint, par delà le temps et l'espace, les paysans chinois de Pearl Buck et ceux de Virgile. (Editions Correa.)

PROGRAMMES DES CONCERTS PAR T.S.F.

Tous les jours : 9 h. 10 : (B) Musique symph. — 10 h. : (F I) Une heure de musique classique. — 15 h. 45 : (Voix Amér.) Columb. Symph. Orch.

29 AOUT

9 h. : (P) Chansons populaires. — 12 h. 15 : (B) Marian Anderson. — 13 h. 10 : (S) Offenbach, mélodies populaires. — 14 h. : (B) Musique intime (Ravel-Falla). — 17 h. 30 : (S) Beaux enregistrements. — 19 h. : (B) Musique de chambre (Schumann). — 19 h. 30 : (B. B. C.) Lond. Phil. Orch. (Beethoven). — 19 h. 41 : (F N) Musique péruvienne. — 20 h. 10 : (I T) (Azzura) Concert symph. — 20 h. 30 : (P) Musique slovaque. — 20 h. 50 : (F N) *Guillaume Tell*. — 21 h. : (B) Musique romantique (Schumann-Chopin). — 22 h. : (S) Ars Rediviva. — 22 h. : (P) Phil. tchèque. — 22 h. 10 : (B) Concert.

30 AOUT

9 h. : (B. B. C.) Glazounow et Rachmaninoff. — 12 h. 30 : (S) Chœurs romands. — 13 h. 30 : (S) Menuhin-Toscanini. — 14 h. 15 : (B) Musique de ballet. — 15 h. : (B. B. C.) Scott. Orch. (Grieg-Tchaïkowsky-Dvorak). — 15 h. 45 : (B) Musique de chambre (Chopin, Lulli, Hændel). — 17 h. 30 : (B) (Verdi-Paganini). — 20 h. 10 : (I R) (Rossa) *Madame Butterfly*. — 20 h. 30 : (B) Belles voix. — 21 h. 20 (S) *les Mousquetaires au couvent*. — 22 h. : (P) Concert symph.

31 AOUT

9 h. : (F N) Musique de chambre. — 10 h. : (P) Musique de chambre. — 11 h. 10 : (S) Bach-Debussy-Fauré. — 14 h. 05 : (F N) *Ciboulette*. — 16 h. : (B) Duos d'opérettes. — 16 h. 15 : (P) Concert symph., direction Kubelik. — 18 h. : (B) Concert symph. (Schumann). — 20 h. 10 : (I T) (Rossa) *Primavera Scapigliata* (opérette). — 22 h. : (P) Concert symph.

1 SEPTEMBRE

9 h. : (B. B. C.) Debussy-Dukas. — 11 h. : (S) *La Traviata*. — 13 h. 25 : (S) Quintette Franck. — 14 h. : (B) Musique ancienne. — 14 h. : (B. B. C.) Welsh Orch. — 16 h. 30 : (S) Orchestre suisse romande. — 19 h. 30 : (B. B. C.) *les Maîtres chanteurs*. — 20 h. 30 : (F P) Orchestre national (Mozart, Strauss, Lalo, Chabrier). — 21 h. : (B) Concert symph. (Mus. Cont.). — 22 h. : (P) Concert symph. — 22 h. : (F P) Lettres de noblesse de la musique française. — 22 h. 05 (S) Opérette américaine.

2 SEPTEMBRE

12 h. 01 : (F N) Musique de chambre (Brahms). — 13 h. 40 : (S) Weber. — 13 h. 50 : (H) Pages de Verdi. — 14 h. : (B. B. C.) Schubert, Wagner, Falla, Bizet. — 14 h. 30 : (F N) Musique de chambre (Dukas, Chausson). — 18 h. 55 : (F N) Tartini. — 19 h. : (B) Chœurs belges. — 19 h. 30 : (B. B. C.) Concert symph. et chœurs. — 20 h. : (I T) (Azzura) *La Tosca*. — 20 h. 20 : (H) Orchestre phil. — 21 h. : (B) Extraits d'opéras. — 21 h. 15 : (B. B. C.) Lond. Phil. Orch. — 22 h. : (P) Concert symph.

3 SEPTEMBRE

9 h. : (B. B. C.) Debussy-Dukas. — 12 h. 55 : (S) Pages d'Offenbach. — 13 h. 30 : (S) Mozart (J. Thibaud). — 14 h. : (B. B. C.) Beethoven-Dvorak. — 14 h. 05 : (F N) Quatuor Pascal (Beethoven). — 18 h. 41 : (F N) Musique de chambre (Leclair-Fauré). — 19 h. : (B. B. C.) Festival d'Edimbourg, *les Noces de Figaro*. — 20 h. : (B) Concert symph. (Hændel-Schubert). — 20 h. 25 : (S) Gala de musique américaine. — 21 h. 50 : (F N) Quatuor hongrois (Beethoven). — 22 h. : (P) Concert symph.

4 SEPTEMBRE

9 h. : (B. B. C.) Debussy-Dukas. — 13 h. : (F N) Pages de Gounod. — 13 h. 10 : (S) A l'Opéra. — 14 h. : (B) Musique intime contemporaine. — 15 h. : (H) Clavecin. — 16 h. 30 : (B. B. C.) Mélodies (Schubert-Schumann). — 19 h. : (B) Concert symph. — 22 h. : (P) Musique de ballet et chorale. — 22 h. 30 : (F P) Pièces pour flûte (Debussy, Roussel).

(Communiqué par *Radio-47*.)

VERS UN RÉSEAU RADIOPHONIQUE MONDIAL ?

Une semaine de travail sérieux, productif. Et si l'assemblée annuelle de l'U. N. E. S. C. O., prévue pour novembre prochain, à Mexico, adopte l'ensemble des résolutions arrêtées par les experts en radiodiffusion (délégués des dix-huit nations invitées à la conférence qui vient de s'achever à Paris), le réseau radiophonique mondial passera de l'abstrait au concret.

L'idée est ancienne : au lendemain de l'avant-dernière guerre, la S. D. N. l'avait déjà discutée, pressentant, à juste titre, les incalculables ressources offertes par les ondes en matière de coopération internationale. Aujourd'hui, tout est à reconsidérer : du fait même de l'énorme extension du royaume radiophonique depuis ces vingt dernières années, l'encombrement de toutes les gammes de longueurs d'ondes, en général, et des ondes moyennes, en particulier, rend irréalisable — pour le moment du moins — la mise en marche d'une station émettrice unique ; ne perdons pas de vue, en effet, que des émissions mondiales doivent pouvoir se capter dans le monde entier ; or, à quelques exceptions près, les conditions techniques présentes ne permettent d'atteindre l'auditeur que par les postes émetteurs de son pays ou des pays proches.

Le projet d'un réseau radiophonique mondial U. N. E. S. C. O. a donc été abandonné au bénéfice d'un plan qui semble satisfaisant, eu égard aux circonstances actuelles : il s'agit de réaliser un vaste ensemble de programmes d'audience universelle — éducatifs,

OCT 6 1947
SEP 2 5 1947

scientifiques et culturels — qui, au lieu et place d'un réseau émetteur unique, constituerait un foyer central d'alimentation, sorte de bureau mondial de productions internationales pour les organismes nationaux. Deux années seront nécessaires pour mener à bien cette tâche considérable, dont les principaux jalons ont été posés à l'issue de la Conférence de Paris. En bref, on ambitionne la création d'un mouvement d'information universelle des masses, incessant échange de documents humains, véhiculés par les ondes et embrassant les grands problèmes d'ordre spirituel, intellectuel, artistique, scientifique, social et pratique communs à tous les habitants de la planète.

Dans le domaine des idées, un comité mondial fixera les grandes lignes de la politique des programmes ; dans le domaine de l'action, une équipe de spécialistes, choisis parmi les meilleurs, se chargera de la réalisation. Tout sera mis en œuvre pour la réussite : enquêtes à travers les deux continents ; échanges périodiques de personnel dirigeant et exécutant pour un perfectionnement constant des méthodes de travail intellectuel et pratique ; reportages, renouvellement régulier de la documentation, appel à toutes les sources d'information internationales, récolte de toutes les nouveautés intéressant l'activité humaine. Ainsi — donnons des exemples concrets — deviendra-t-il possible aux organismes de radiodiffusion d'appeler au micro une personnalité étrangère dès son passage dans une ville ; au savant à l'affût d'une découverte lointaine d'en suivre l'évolution ou l'application ; au corps enseignant d'une nation de connaître les programmes scolaires adoptés dans les autres nations ; à l'auditeur curieux, de s'instruire dans l'histoire ou la vie d'un peuple ami ; à l'ouvrier de trouver, dans les similitudes quotidiennes de la vie d'un même travailleur étranger, des points de contacts et d'éventuelles améliorations sociales.

Besogne immense, mais combien souhaitable, à laquelle s'attache dès maintenant la « section radio » de l'U. N. E. S. C. O. A travers l'espace universel des ondes, pouvons-nous espérer voir se construire enfin l'édifice de paix ? Essayons d'être optimistes et attendons avec confiance, après la décision de la prochaine assemblée de Mexico, les productions mondiales qui nous sont promises.

L. Maurice-Amour.

BIBLIOGRAPHIE
(suite)

Nouvelles

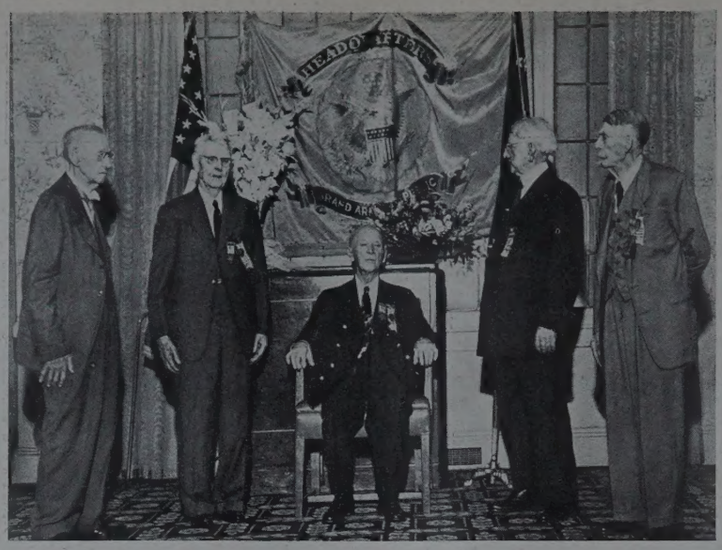
Mme Marie-Louise Villiers n'est encore connue que comme auteur dramatique : elle a fait jouer, avant la guerre, *les Souris dansent*, au théâtre de la Madeleine, et, l'an dernier, au théâtre Hébertot, une adaptation des *Hauts de Hurle-Vent*, qui, fort mal accueillie par certains critiques dramatiques, reçut de grands éloges de quelques autres.

Moi, je vis comprend huit nouvelles, qui se recommandent par l'éclat du style et l'humour de l'observation. Une certaine unité règne, en général, dans ce recueil. Si *le Jardin de Marie Leroy*, nouvelle sur la Résistance, est d'un ton grave et poétique, les autres récits sont d'une vivacité qui enchante. Mme Villiers y fait une peinture ironique de la vie routinière du commun des mortels, des préjugés de la bourgeoisie et de l'aristocratie, de l'immoralité de certaines mœurs de l'actuel après-guerre. Chacun se perd dans les ornières de la vie quotidienne *(Rentrer chez soi, l'Amour)*, par l'appétit du succès matériel *(Portrait d'une actrice)*, ou en suivant la pente des vanités de classe ou de caste *(Moi, je vis, le Dîner de la vieille Europe)*. Bien peu ont le droit de dire : « Moi, je vis ! »

Mme Villiers a coulé cette inspiration dans des récits dont la lecture est d'une aisance qui surprend. (Editions Esop.)

Roman

Dans son nouveau roman, *Zone libre*, Lucien Corosi se tire avec esprit d'un sujet qui pour être « en or » n'en est pas moins épineux. L'écueil ? C'était la fresque historique, « à l'usage des générations futures », ou le plaidoyer politique assaisonné de couplets bon teint. En procédant par touches légères, par saynètes vivantes et colorées, que relie entre elles le souffle tumultueux d'une époque incertaine, l'auteur part de la « drôle de guerre » pour atterrir à Nuremberg sans nous laisser accablés.

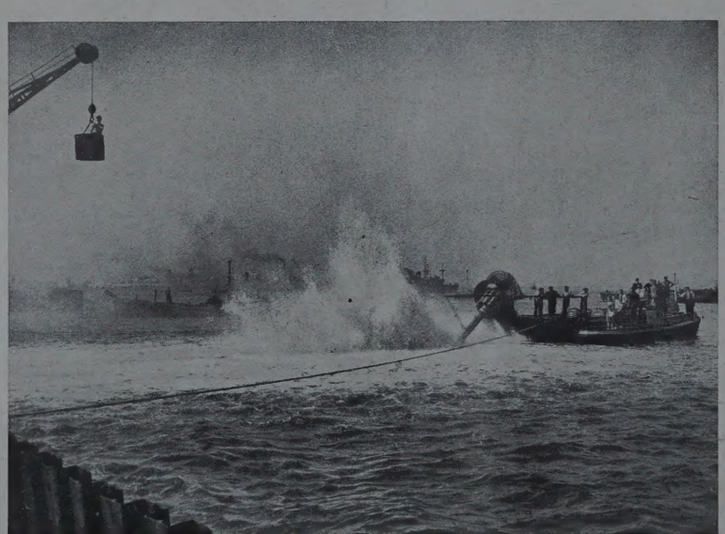


LES DERNIERS VÉTÉRANS AMÉRICAINS

A Cleveland, aux Etats-Unis, se sont réunis, pour la quatre-vingt-unième fois, les vétérans de la guerre de Sécession, mais cinq d'entre eux seulement ont pu se retrouver, et c'est peut-être la dernière fois que pareille rencontre aura lieu, étant donné le grand âge des participants, qui totalisent cinq cent dix ans. Le plus âgé (à gauche) a atteint l'âge de cent quatre ans et le plus jeune (le deuxième, à gauche) vient d'avoir cent ans. Ils n'en paraissent d'ailleurs que plus heureux d'échanger leurs souvenirs.

NOUVELLE UTILISATION DES MOTEURS A RÉACTION

Les moteurs d'avions à réaction, qui ont déjà été utilisés cette année en Angleterre comme chasse-neige sur les voies ferrées, viennent de recevoir une nouvelle utilisation. On va les employer à dégager le lit des rivières de la vase qui les encombre par endroits. Notre photographie a été prise au cours d'essais effectués sur la Tamise.



Aussi bien, cette forme littéraire convient-elle à la vie des personnages. Amis, ennemis, résistants ou vichyssois, héros sans le savoir ou traîtres sans s'en douter subissent un destin qu'ils semblent incapables de déterminer. Cette existence tragique et tourmentée, dont le sens cornélien bouscule leurs habitudes de bar, les amène hors de la scène du monde, non sans avoir sacrifié à cette loi de l'espèce, qui pousse l'homme à se perpétuer avec frénésie aux instants imminents de sa disparition.

Heureuse opposition... Joan, fille ardente et passionnée, traversée par instant de courants contraires, polarise les vertus premières que confère l'action. Une héroïne ?... Plutôt une silhouette attachante, dont le dynamisme ne va pas sans courage, la soif de « vivre sa vie » sans évidente contradiction.

Si l'on veut à tout prix une morale à ce beau livre, pathétique et humain, relisons, sans les sous-estimer, les entretiens Lacourt-Budenitz. Ils prennent place en fin d'ouvrage, ils en sont peut-être la conclusion :

Un Allemand nous parle...

C'est pour nous avertir que 80 millions de Germains se lèveront en rangs serrés, temporairement alignés par une « puissance étrangère, afin de réapprendre au monde à vivre pour un idéal, qui sera, bien entendu, un idéal allemand »...

Nous le savions déjà !

Pierre Tré-Hardy.

Variétés

Cinq Mois à New York, d'Hugues Panassié, n'est pas un plaidoyer en faveur des Noirs américains, ni des Blancs. Si le « problème noir » — comme on dit — se dresse au long de ces pages, c'est parce que, pour celui qui vit à New York avec les musiciens de jazz, la question se pose chaque jour. Il n'est d'ailleurs pas besoin de réfléchir à cette question : on n'en a, à New York, ni le temps ni les moyens. On ne peut que constater les faits, subir les atmosphères. Les pages de ce journal mettent d'emblée le lecteur dans une ambiance, un milieu totalement inconnus et qui est pour lui une perpétuelle source d'étonnement. Tous les amateurs de jazz y retrouveront les figures qui leur sont chères et verront vivre les Noirs dans leur cadre, ce qui aura pour effet de donner un relief intense au monde du jazz, aux habitants du Nouveau Monde aussi. (Editions Correa.)

ACTUALITÉ JURIDIQUE

Traitements, soldes et pensions

L'Assemblée nationale, qui s'est séparée sans avoir pu faire aboutir la loi définitive sur les loyers (1), a fait de même pour la loi concernant les fonctionnaires. C'est pourquoi, « à titre exceptionnel et dans l'attente du reclassement général de la fonction publique pour les salaires et de la péréquation générale pour les retraites », un décret du 27 juillet a institué les mesures provisoires suivantes :

En ce qui concerne les salaires. — Il est alloué aux fonctionnaires et agents civils de l'Etat, autres que ceux qui sont rémunérés sur la base des salaires commerciaux et industriels et que les militaires métropolitains à solde mensuelle, et ce pour le deuxième semestre de 1947, une allocation dite spéciale forfaitaire égale, en principe, à un douzième des émoluments actuels, lesquels comprennent les éléments suivants :

1° traitement, solde ou salaire brut ; 2° indemnités soumises à retenue pour pension ; 3° indemnités pour cherté de vie, avec minimum actuel de 21.000 francs.

Cette allocation, dont le montant ne peut dépasser le chiffre de 26.000 francs, est payable en trois échéances : 15 juillet, 15 octobre et 15 décembre 1947.

Les agents en fonctions avant le 1er juillet 1947, et dont l'allocation, calculée sur les bases ci-dessus, ne dépasserait pas 9.000 francs, recevraient, pour le premier semestre de 1947, une somme complémentaire de 6.000 francs, payable en quatre versements de 1.500 francs chacun, les 15 juillet, 15 octobre et 15 décembre 1947 et 15 mars 1948.

Pour ceux des agents de qui l'allocation est comprise entre 9.000 francs et 15.000 francs, ce complément est remplacé, aux mêmes échéances, par une somme égale à la différence entre le chiffre de 15.000 francs et celui du montant de l'allocation.

Tout ceci est relativement simple et peut se passer de commentaires. Voilà qui l'est moins.

Aux termes de l'article 3 de la loi, les agents de Paris et des six grandes villes (Lyon, Marseille, Lille, Roubaix, Tourcoing, Strasbourg) recevront, pour le premier semestre de 1947, une majoration payable le 15 mars 1948, égale (écoutez bien) à *six fois la différence entre le montant mensuel de l'indemnité provisionnelle dont ils auraient le bénéfice s'ils avaient été en service dans une de ces localités et la somme qui leur a été effectivement attribuée au titre de cette indemnité pour le mois de juin.*

N'est-ce pas d'une clarté aveuglante ?

Poursuivons. D'après les articles 4 et 5, les divers avantages ci-dessus sont exclusifs de toutes autres indemnités et allocations. Ils suivent, en outre, le sort de la rémunération principale, notamment pour les réductions autres que celles pour congés et maladies.

Enfin, il est dit que, pour les traitements supérieurs à 36.000 francs, le montant des allocations ci-dessus est réduit proportionnellement à la différence entre le montant du traitement et le chiffre de ladite somme.

Nul n'est censé ignorer la loi. Nul, sans doute, n'est censé ne la pas comprendre.

Une circulaire d'application, du 24 juillet, précise notamment : 1° que l'allocation spéciale forfaitaire n'est pas soumise à retenue pour pensions ; 2° qu'elle est couverte par les crédits ouverts par la loi du 19 juillet 1947. « Toutefois — est-il ajouté — pour éviter de retarder les paiements et dans l'attente de la répartition de ces crédits, les dépenses correspondantes pourraient être effectuées en excédent des crédits ouverts pour chaque catégorie de fonctionnaires au chapitre de traitements, de soldes ou de salaires. »

Ce qui permet aux intéressés d'espérer qu'ils toucheront — dès la première échéance à venir — si les rouages bureau administratifs s'y prêtent.

Voilà pour les traitements, soldes et salaires (2).

P.-L. R.

(1) Voir notre numéro du 2 août 1947.
(2) Dans une prochaine rubrique, nous traiterons la question des pensions de retraite tant civiles que militaires.

LE BRIDGE (N° 34)

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 27

♠ 7 6 3
♡ V 10 4
◇ V 10 6 3
♣ R 7 5

entame : ♠ D | NORD / OUEST EST / SUD | ♠ 2

♠ A R 5
♡ R D 8 6
◇ R D 5
♣ A D 6

Personne n'est vulnérable. Les déclarations :

SUD	OUEST	NORD	EST
2 S. A.	passe	3 S. A.	passe
passe	passe		

Ouest entame de la ♠ D et Est fournit le 2. Comment jouer au mieux?

Ne prenez pas le premier ♠. Pourquoi?

Si les ♠ sont répartis 4-3 ou 3-4 entre Ouest et Est, Sud réussira sûrement son contrat, car, dans la pire hypothèse, il ne peut perdre que 2 ♠ et 2 As. Cependant, en prenant les 2 premiers tours de ♠, Sud ne peut pas faire plus de 3 S. A., tandis qu'en laissant passer le premier ou le second tour de ♠ Sud fera 4 S. A. si le joueur qui a 3 ♠ a aussi les 2 As.

Si les ♠ sont répartis 5-2 ou 2-5 et si les 2 As rouges sont dans la même main, l'ordre dans lequel Sud prendra les ♠ ne changera rien à la réussite ou à l'échec du contrat. Si les 2 As rouges sont chez le joueur qui a les 5 ♠, le contrat est sûrement perdu. Si les 2 As rouges sont chez le joueur qui a les 2 ♠, le contrat est sûrement réussi. Remarquons toutefois que, dans ce dernier cas, Sud ferait 5 S. A. en prenant les 2 premiers tours de ♠ puisqu'il ne perdrait que les 2 As, tandis qu'il n'en ferait que 4 en laissant passer le premier ou le second tour de ♠.

Analysons maintenant ce qui se passera si, les ♠ restant 5-2 ou 2-5, chaque joueur a un As rouge. Voici une donne complète illustrant ce cas, afin de faciliter l'analyse.

N° 27 bis

♠ 7 6 3
♡ V 10 4
◇ V 10 6 3
♣ R 7 5

♠ D V 10 9 4 | NORD / OUEST EST / SUD | ♠ 8 2
♡ A 7 5 | ♡ 9 3 2
◇ 9 8 2 | ◇ A 7 4
♣ 10 2 | ♣ V 9 8 4 3

♠ A R 5
♡ R D 8 6
◇ R D 5
♣ A D 6

Si Sud prend la première levée, que jouera-t-il à la seconde?

On voit immédiatement que Sud ne pourra pas faire 9 levées sans avoir joué lui-même les deux couleurs rouges.

Si, ayant pris la première levée à ♠, Sud joue ♡, il réussira son contrat, car Ouest aura perdu sa seule rentrée pour faire ses ♠.

Mais si, ayant pris la première levée à ♠, Sud joue ◇, Est prendra et retournera ♠. Il ne servira plus à rien alors que Sud laisse passer ce second tour de ♠, car Ouest le prendra, retournera ♠, et fera la chute grâce à sa rentrée du ♡ As.

En résumé, si Sud prend la première levée à ♠, il est à la devine sur la couleur, ♡ ou ◇, qu'il devra attaquer à la seconde levée. Il peut deviner juste, mais il peut tout aussi bien se tromper.

Laissons maintenant passer le premier tour de ♠. A la 2e levée, Ouest attaque du ♠ V que Sud prend. *Sud peut maintenant attaquer ♡ ou ◇, son contrat est imperdable.*

En effet, si Sud attaque ◇ à la 3e levée, Est prendra mais n'aura plus de ♠ à retourner, de sorte que Sud aura le temps d'affranchir ensuite ses ♡.

Si Sud attaque ♡ à la 3e levée, Ouest prendra, retournera ♠ et fera sauter le dernier arrêt de Sud à ♠. Mais Sud pourra affranchir ensuite les ◇, Est n'ayant plus de ♠ à retourner.

La conclusion est maintenant très claire.

En ne prenant pas la première levée, dans la position du n° 27, on évite le désagrément de se mettre à la devine sur la couleur, ♡ ou ◇, qu'on devra attaquer à la 2e levée, au cas où les ♠ seraient 5-2 ou 2-5 et les 2 As rouges 1-1. On fera 4 S. A. dans ce dernier cas.

ÉTUDE N° 28

♠ 5
LE MORT : ♡ D 8 4 3
◇ D V 10 9
♣ A D 7 5

entame : ♠ D | NORD / OUEST EST / SUD | ♠ A 9 4 3 2
♡ 9 7 5
◇ A R
♣ R 6 2

Tous vulnérables. Les déclarations :

SUD	OUEST	NORD	EST
1 ♡	passe	2 ◇ (1)	passe
2 ♡ (2)	passe	4 ♡ (3)	passe
passe	passe		

Commentaires :

(1) Montrer le beau soutien à ♡ ne presse pas. Sud doit reparler sur 2 ◇, qui sont impératifs pour un tour.

(2) Montrant un jeu minimum et un ♡ redemandable.

(3) Nord assure la manche, car, sur 3 ♡, il y aurait le risque que Sud passe.

Ouest entame de la ♠ D, Est prend de l'As et Sud fournit le ♠ 6. Comment Est doit-il continuer?

ANDRÉ CHÉRON.

PHILATÉLIE

LA DURÉE DE VALIDITÉ DES TIMBRES

Pendant combien de temps un timbre est-il valable pour l'affranchissement? Voilà une question à laquelle il est impossible de répondre en formulant une règle absolue. L'usage varie selon les pays : ici, un timbre presque centenaire est encore valable, là, une vignette ne reste en cours que quelques mois, quelques jours, voire quelques heures.

En France, la grande majorité des timbres émis par notre administration *depuis 1849* sont toujours admis à l'affranchissement. Quelque paradoxal que le fait puisse paraître, on peut encore coller sur une lettre des *Cérès*, de 1849, des *Napoléon III*, de 1852-1871, des *Paix et Commerce*, de 1876-1900, etc. L'expérience n'est pas à conseiller, puisque ces vignettes ont une bien plus grande valeur à l'état neuf, mais elle est possible : ces timbres n'ont jamais été *démonétisés*.

Il faut arriver à 1924-1925 pour trouver un groupe de figurines françaises qui n'ont plus cours : ce sont les quatre timbres des *Jeux olympiques* (avril-septembre 1924), le 75 cent. *Ronsard* (octobre-décembre), la série *Arts décoratifs* (décembre 1924-décembre 1925). Viennent ensuite les timbres à surtaxe émis au titre de la *Caisse d'amortissement* (1928-1931), hors cours en 1936.

Le second groupe a été démonétisé pour des raisons particulières : il s'agit des timbres *Pétain* (1940-1944) et des vignettes à caractère politique de 1942-1944, *Légion tricolore, Secours national*, etc., tous démonétisés en novembre 1944. Au total, on voit que peu de timbres français, sur plus de 700 émis, ont perdu leur pouvoir d'affranchissement.

Dans d'autres pays, un système tout différent est en vigueur. Dès l'émission, on connaît la date limite de validité. C'est le cas pour beaucoup de séries commémoratives ou à surtaxe. En Suisse, une série « Pro Juventute » émise le 1er décembre d'une année n'est valable que jusqu'au 31 mai de l'année suivante. Parfois la date de la mise hors cours est indiquée sur le timbre même : ainsi aux Pays-Bas, où elle figure en petits caractères au bas de la vignette (séries de bienfaisance 1938-1940).

Comme nous le disions, une gamme très variée d'années, de mois ou de jours est possible. Il suffit de feuilleter au hasard un catalogue bien documenté pour trouver des exemples intéressants. Un timbre reste parfois très peu de temps en cours parce que les conditions politiques ou monétaires ont brusquement changé. L'unique timbre émis le 15 mars 1939 par l'*Ukraine subcarpathique* n'a pu servir que ce jour-là, les troupes hongroises ayant occupé le pays le lendemain.

Il arrive également que la limitation de la validité à un ou deux jours soit officiellement prévue. Il s'agit souvent d'émissions qui sont surtout destinées aux philatélistes. C'est le cas de beaucoup de vignettes qui commémorent des expositions philatéliques ou des *Journées du timbre* — ainsi les timbres espagnols valables seulement le 12 octobre — ou encore d'émissions réservées à un vol spécial d'aviation : timbres suisses *Pro Aero*, séries *Zeppelin*, etc.

En règle générale, une validité très réduite implique souvent qu'une émission est spéculative : on trouve de nombreux cas de ce genre en Espagne, les *Catacombes*, de 1928 (valables quinze jours), les *Goya* et les *Colomb*, de 1930 (valables trois jours seulement), etc. Ce fait explique que l'on ait souvent réclamé une réglementation internationale de la validité des timbres : elle aurait pour objet d'éliminer ces émissions éphémères, qui sont vraiment trop artificielles.

CLÉMENT ADER, PRÉCURSEUR DE L'AVIATION

En juin 1938 paraissait un timbre de 50 francs bleu outre-mer, destiné à honorer la mémoire du célèbre « précurseur » Clément Ader. On sait que cette vignette, par laquelle le grand artiste Ouvré sut magnifiquement évoquer les traits si français de l'inventeur, abrité sous la silhouette fantastique de son appareil, était, par sa destination et sa haute valeur faciale, un véritable timbre de poste aérienne, bien qu'il portât seulement la légende *Postes*.

Le premier tirage, imprimé du 28 février au 16 avril 1938, fut mis en vente le 10 juin. Un second, effectué sur papier épais très blanc, dit « papier carton », en couleur un peu plus foncée, parut en 1940. Cette variété est à peine plus rare que le timbre ordinaire.

Le stock restant du 50 f. *Ader* fut surchargé 20 F. et remis en circulation le 24 janvier 1941 : c'est surtout le tirage « carton » qui reçut la surcharge, et les exemplaires sur papier ordinaire sont les moins courants. Cette surcharge d'une valeur faciale moins élevée fait du 20 fr. *Ader*, à notre avis, un timbre-poste ordinaire, alors que la plupart des catalogues admettent, avec raison, le 50 fr. parmi les vignettes de poste aérienne.

Le tirage des deux variétés du 50 fr. fut de 570.000 exemplaires, et celui du 20 fr. sur 50 fr., de 420.000.

L'INVENTION DE LA CARTE POSTALE

La carte postale est d'invention assez récente, puisqu'elle est postérieure d'une trentaine d'années à celle du timbre-poste par Rowland Hill. Le mérite de cette trouvaille pratique est attribué à un économiste autrichien, le docteur Hermann. Son idée fut acceptée par les postes austro-hongroises, et la carte postale commença sa carrière dans les deux parties de l'empire, le 1er octobre 1869.

Par la suite, la plupart des administrations adoptèrent ce système : dès 1870, la Confédération allemande, puis la Suisse, la Belgique, la Hollande, etc. En France, des cartes officielles sur lesquelles on collait des timbres furent mises en circulation au mois de janvier 1873.

Dans certains pays, l'introduction de la carte postale ne se fit pas sans difficultés. Les postiers du XIXe siècle n'aimaient guère les nouveautés, et c'est en Espagne qu'il y eut le plus de résistance. Il fallut plusieurs années pour que fût vaincu l'entêtement des autorités, et ce fut l'œuvre d'un curieux personnage, le docteur Thebussem (de son vrai nom Figueroa). Historien et économiste, il trouva un curieux moyen de persuader le gouvernement. A ses frais, il fit imprimer des cartes munies de l'avis suivant : « Le gouvernement se refuse à remettre des cartes postales au public. Le docteur Thebussem a fait exécuter cette émission pour lui et ses amis. C'est dans l'angle supérieur droit que le timbre-poste doit être collé. »

Devant les hésitations officielles, Thebussem fit faire un nouveau tirage avec le texte : « Exécuté pour ceux qui ne sont pas les amis du docteur Thebussem. » En 1873, enfin, la poste se décida à émettre des cartes officielles. Quelques années plus tard, le gouvernement conféra au philanthrope le titre curieux de « Chef facteur honoraire de la ville de Madrid » et le droit à la franchise postale en Espagne et dans ses colonies. En 1944, un suprême hommage fut accordé à la mémoire du docteur Thebussem, lorsque son effigie fut choisie pour illustrer le 5 Ptas. de la « Journée du timbre ».

JACQUES BELLAY.

Pour vos déplacements d'affaires,
Pour vos voyages de plaisir,
la **S.C.T.T. Voyages** 12, r. Auber Opé. 31.00
met ses services à votre disposition.
NOS VOYAGES DE LUXE EN AUTO PARTICULIÈRE
LA CORSE
Les vallées du **Rhône**, de la **Dordogne** et de la **Loire**

PIDAULT, Armurier - BOCHOT, succr
42, rue de l'Arcade, Paris 8e - Tél. : Anj. 36-20

HOTELS et VILLÉGIATURES
ARIÈGE
AX-LES-THERMES
Pyrénées ariégeoises. Eaux sulfureuses. Excursions - Chasse - Pêche - Tennis - Casino.

OFFICIERS MINISTÉRIELS
ETUDE DE Me MACREZ, notaire à LAMOTTE-BEUVRON
SOLOGNE : Domaine de Pommerieux, commune de Nouan-le-Fuzelier, (Loir-et-Cher) - gare S. N. C. F., 125 hectares.
Maison d'habitation, tout confort ; vastes communs ; parc, petite ferme, étang, bois, plaine.
Adjudication 8 septembre - 14 heures - **Mise à prix : 3.500.000.**
S'adresser à Me MACREZ

PERMO
Traitement Général des EAUX
Ets PHILLIPS & PAIN
MONTROUGE-SEINE

OCT 6 1947 SEP 2 5 1947

Le Directeur-Gérant :
GEORGES OUDARD.

Société Nationale des Entreprises de Presse. — Imprimerie de Bobigny.
Printed in France. — Publication hebdomadaire.

Dépôt légal 3e trimestre 1947.
Imprimeur nº 33.